



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

N° 87

3 FÉVRIER 1962

PRIX : 0,40 NF

NON au chantage

Une colère contenue, qui bientôt éclatera
en une volonté de vengeance

La campagne d'intimidation de l'O.A.S. se développe : par le plastic, l'enlèvement et l'assassinat, Salan cherche à faire peur : le refus des jurés du Gard de siéger pour juger un plastiqueur constitue un incontestable succès de cette tactique d'intimidation que poursuit l'O.A.S., tandis que, sur le plan politique, les manœuvres de Guy Mollet sont une autre démonstration des progrès de Salan.

Nous ne devons pas, en effet, juger du fascisme d'aujourd'hui d'après le fascisme d'hier. La gauche française n'a que trop tendance à se référer à des données du passé pour mener les combats d'aujourd'hui et à reprendre contre l'O.A.S. les méthodes de lutte qui étaient efficaces en 1934-1936 contre un fascisme qui s'appuyait sur des organisations de masse, les anciens combattants, les ligues, et qui cherchait à tenir la rue. Le fascisme d'aujourd'hui ne se montre pas à visage dé-

par

Jean VERLHAC

couvert. Il n'a pas de base de masse suffisante. Il veut faire peur, intimider l'opinion, la paralyser et l'amener par la terreur à la résignation et à la passivité. Les nazis allemands et les fascistes italiens employèrent aussi cette méthode de terreur, mais elle appuyait de grandes démonstrations de masse. Ce n'est pas le cas avec l'O.A.S. qui compte surtout sur l'intervention de l'armée.

Et il est de plus en plus évident que les chefs de l'armée n'interviendraient pas aujourd'hui pour mettre Salan au pouvoir, mais pour « empêcher la guerre civile », « faire régner l'ordre » et appuyer un « gouvernement d'union nationale ». C'est dans ce contexte qu'intervient Guy Mollet avec le dîner de l'Alma en compagnie de Colin, Faure et Pinay.

Contre ceux qui l'accusent de céder à l'O.A.S., Guy Mollet se défend dans son discours de Puteaux par l'indignation vertueuse et fait des proclamations verbales anti-O.A.S. Comme il faisait des proclamations tout aussi verbales entre le 13 mai et le 28 mai avant de capituler. Mais que signifie sa proposition d'« union nationale » en cas de disparition ou de chute de de Gaulle, sinon l'acceptation d'une partie des objectifs de l'O.A.S. ? Car une telle hypothèse suppose l'échec de la négociation, le compromis avec l'O.A.S. « pour éviter la guerre civile », le recommencement du mécanisme du 13 mai où le même Mollet a déjà joué le même rôle.

Pour mener ce jeu, Mollet a besoin d'une « couverture de gauche ». L'« union nationale » a toujours eu pour objet de couper la gauche en deux. Pour que l'opération Alma apparaisse sérieuse, il faut qu'elle soit un compromis entre des gens qui, comme Pinay, ne condamnent pas l'O.A.S. et des gens qui la condamnent.

C'est pourquoi Guy Mollet a convoqué cité Malesherbes les partis, les syndicats et organisations de gauche qui avaient tenté de constituer un comité de lutte anti-O.A.S. au début de janvier, tentative qui avait échoué sur le problème de la coordination avec le parti communiste. Mais cette fois-ci, le P.S.U. et l'U.N.E.F. étaient exclus de ces conversations

(Suite page 5.)



(Elie Kagan.)

La foule devant le domicile de Robert Boissier.

La semaine internationale

Vers une meilleure compréhension entre l'Est et l'Ouest ?

LES deux « K » ont inauguré une nouvelle forme de contacts personnels : par personnes interposées.

Il ne s'agit pas d'ambassadeurs. Les ambassades sont une survivance des temps où il n'y avait ni radio, ni télégraphe, ni téléphone, ou bien lorsque ces moyens rapides de communication ne fonctionnaient pas encore d'une façon régulière. Les ambassadeurs sont des fonctionnaires esclaves du protocole.

Pendant la dernière guerre, Roosevelt et Churchill se servaient du téléphone pour s'entretenir rapidement, chacun restant dans son cabinet de travail. Eisenhower et Eden, Kennedy et MacMillan ont continué à s'en servir après la guerre. C'est commode : ils parlent la même langue.

Mais les deux « K » ne pourraient pas se servir du fil direct entre Washington et Moscou. Ils ne comprendraient pas. Et ils ne s'entendraient pas... A Moscou, le téléphone est bien surveillé.

Aussi ont-ils trouvé un autre moyen ! Par des rencontres avec des envoyés spéciaux qui ne sont pas des diplomates et qui n'occupent pas de postes de grandes responsabilités dans le gouvernement. Il faut seulement qu'ils aient la confiance du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement. C'est le cas d'Adjoubei. Il est rédacteur en chef du journal gouvernemental, les *Izvestia*. Mais il est aussi et surtout gendre de N. Khrouchtchev, son confident, son homme de confiance, peut-être même son conseiller intime.

Il y a plusieurs semaines, il a été reçu par le président Kennedy. Ils ont « bavardé ». Adjoubei en a profité pour interviewer son hôte. Les *Izvestia* ont publié le texte intégral des déclarations du président. Des centaines de milliers de Soviétiques se sont arraché le journal pour connaître les opinions du représentant le plus qualifié du « monde capitaliste ».

Ce monologue s'est transformé en dialogue lorsque, huit jours plus tard, l'éditorialiste anonyme des *Izvestia* a commenté les propos de Kennedy.

Le 30 janvier dernier, Adjoubei a déjeuné à la Maison Blanche. Cette fois, il ne s'agissait pas d'interview. Il semble que le gendre de Khrouchtchev ait une autre mission : assainir le climat psychologique. Si ces mots ont un sens en diplomatie, ils doivent signifier que le rédacteur en chef des *Izvestia* devait expliquer à son interlocuteur l'état d'esprit de son beau-père, sa situation nationale et internationale, peut-être aussi ses intentions. Il a demandé certainement au président des Etats-Unis de lui exposer son opinion sur la situation internationale, ses intentions en ce qui concerne l'U.R.S.S. et les rapports Est-Ouest.

Si la franchise était de mise dans les hautes sphères, les conditions de la rencontre Kennedy-Adjoubei sont les meilleures pour qu'elle se manifeste.

Ce déjeuner souligne la « gaffe » de Kennedy lorsqu'il a interdit à son frère Robert, ministre de la Justice, de se rendre à Moscou sur invitation du chef du gouvernement soviétique. Ce dernier a su ne pas faire paraître sa déception. Moscou a démenti simplement la nouvelle de l'invitation. Ce qui est en fait une leçon que « K » de Moscou a infligée, gentiment, à « K » de Washington. Est-ce à la suite de ce petit « camouflet » que fut organisé le déjeuner Kennedy-Adjoubei ?

Rencontre fortuite à Paris

LA veille de cette rencontre, une autre entrevue a eu lieu. Cette fois, à Paris, à l'ambassade de l'U.R.S.S. Par sa nouveauté, elle a fait sensation.

MM. Salinger et Murrow sont venus à Paris. Le premier est le porte-parole

officiel de la Maison Blanche. Le second dirige l'Agence d'Information des Etats-Unis. Ils ont fait le voyage uniquement pour rencontrer les attachés de presse américains à Paris, à Bonn, à Londres et à Rome, convoqués à cet effet à l'ambassade américaine à Paris. Du moins, c'est ce que Salinger a fait savoir à son arrivée.

J'ignore si les deux Américains ont rencontré, place de la Concorde, leurs collègues des capitales alliées. Mais on sait seulement qu'ils se sont trompés d'adresse ! Ils se sont trouvés brusquement au 79 de la rue de Grenelle, où est installée, comme par hasard, l'ambassade de l'U.R.S.S.

Que faire ? On sait que les Yankees sont des gens courageux et sans façons. Ils décidèrent donc d'entrer pour présenter leurs respects à Son Excellence l'ambassadeur de l'U.R.S.S. ou son remplaçant. On s'imagine leur stupeur ! Ils s'y sont trouvés nez à nez avec Kharlamov, chef du service de presse du ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., arrivé justement de Moscou.

Quelle aubaine ! Pouvoir échanger quelques mots avec son collègue soviétique n'est pas permis à tout le monde. Nos deux Américains, oubliant l'ambassadeur des Etats-Unis et les attachés de presse réunis à l'ambassade américaine, sont restés plusieurs heures en conversation avec Kharlamov.

Ils n'ont échangé que des paroles insignifiantes. C'est Salinger qui l'a dit d'une façon très sérieuse aux journalistes qui le guettaient à sa sortie de l'ambassade soviétique. Est-ce que l'on parle d'autre chose que du beau temps et de la neige lorsqu'on rencontre par hasard un collègue de Moscou ?

Ils n'ont donc parlé ni d'une invitation du président Kennedy à Moscou, ni même d'une émission télévisée simultanée de Kennedy par les postes soviétiques et de Khrouchtchev par les postes américains. Tout juste s'ils ont effleuré la question du refroidissement (de l'atmosphère, naturellement) et des mesures à prendre pour rendre le climat (?) plus doux.

Après quoi, Salinger s'est précipité à l'aéroport pour s'envoler immédiatement pour Washington. Ne l'attendait-on pas chez Kennedy, pour qu'il puisse aussi déjeuner avec Adjoubei ?

Il n'empêche que le déjeuner à la Maison Blanche, à Washington, et la rencontre à l'ambassade soviétique de Paris sont peut-être des signes avant-coureurs d'une détente. En tout cas, ils me semblent plus importants et plus encourageants que les entretiens officiels de l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou avec le ministre des Affaires étrangères soviétique.

« L'ouverture à gauche » n'est pas encore faite en Italie

EN Italie, le parti qui dirige depuis des années les destinées du pays est en pleine crise. Les démocrates-chrétiens se trouvent en effet devant un choix : se tourner vers la gauche pour pouvoir compter, le cas échéant, sur le soutien parlementaire du parti socialiste de Nenni ou essayer de trouver une majorité de droite ouvertement réactionnaire. La position centriste du parti n'est plus possible. Le petit parti de Saragat ne veut plus collaborer au gouvernement s'il continue à être combattu par les socialistes nenniens.

Il semble que la majorité du parti démocrate-chrétien doit suivre le secrétaire général Moro. Celui-ci s'est prononcé, au congrès de Naples du parti, pour « l'ouverture à gauche ». Mais la minorité de droite a combattu ces thèses avec constance et acharnement.

A l'heure où j'écris, le congrès du parti démocrate-chrétien n'est pas terminé. Le vote ne fait cependant pas de doute à condition, toutefois, que Pietro Nenni et son parti fassent connaître leur accord pour soutenir le nouveau gouvernement.

Ils poseront certainement des conditions en ce qui concerne la poli-

tique intérieure et extérieure de l'Italie.

Mais le parti démocrate-chrétien semble vouloir également poser des conditions au P.S.I. Il lui demanderait une déclaration en faveur de l'O.T.A.N. ou tout au moins une déclaration de neutralité à l'égard de cette alliance militaire occidentale.

D'autre part, il exigerait une déclaration de rupture d'avec le parti communiste. Et cela au moment même où le P.C. italien semble vouloir se déstaliniser sérieusement !

Attendons la décision du Parti socialiste italien.

Khrouchtchev et la crise agraire

LE Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. est convoqué pour le 5 mars prochain. A son ordre du jour, une seule question : les mesures à prendre pour développer l'agriculture.

C'est Khrouchtchev qui en sera le rapporteur.

La presse soviétique signale déjà la grande importance de ces assises de « l'organe suprême » du parti. Ainsi, la *Pravda* du 29 janvier écrit entre autres : « Améliorer la direction de l'agriculture, c'est le problème primordial. Aujourd'hui, l'essentiel est de lutter pour la réalisation des plans du développement de l'agriculture et de l'élevage. C'est la question que le C.C. (probablement le présidium du C.C.) inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière du comité central. »

Cette citation comporte une confirmation : l'agriculture et l'élevage sont au centre des préoccupations du parti et du gouvernement.

Présenté ainsi, ce n'est pas nouveau. Les réunions du C.C. de janvier 1961 ainsi que celles de janvier 1960 ont déjà été consacrées à ce problème, ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'aborder d'autres questions, la situation internationale, par exemple. Il est très possible que la session du 5 mars aura à connaître des conséquences de la déstalinisation et du sort des membres du groupe anti-parti. On sait que ces « dogmatiques » avaient été dénoncés par Khrouchtchev comme « complices de Staline ». Aussi, après le déboulonnage des statues de Staline et la « débaptisation » des villes, des usines, des entreprises agricoles et des rues qui portaient son nom, la même opération a été exécutée à l'égard des villes et des institutions qui portaient celui de Molotov, de Kaganovitch et de Malenkov. Il semble que seul le nom de Vorochilov n'ait pas encore été effacé.

L'article de la *Pravda* nous donne aussi une indication. Pour remédier à la situation de l'agriculture et de l'élevage, il faut améliorer la direction.

C'est toujours la même explication. Si les affaires vont mal, la faute en est aux directeurs, aux responsables du parti, voire aux saboteurs et autres ennemis camouflés des Soviétiques.

Au cours de son long voyage à travers les régions agricoles, voyage effectué tant avant le XXII^e congrès (de janvier à mai 1961) qu'après (en novembre et en décembre), Khrouchtchev a étudié attentivement la situation. Il en a parlé dans tous ses discours, et ils sont très nombreux puisqu'il a parlé dans toutes les capitales des républiques fédérées ou autonomes.

Il a, certes, critiqué très sévèrement la direction de l'Agriculture à tous ses échelons. Mais il a porté sa critique aussi sur certaines méthodes de travail. Il a eu l'occasion de constater que les kolkhoziens travaillaient avec plus d'ardeur sur leurs parcelles individuelles que sur les terres du kolkhoze. Il a mesuré l'importance des « marchés libres » kolkhoziens tant pour le ravitaillement des centres urbains que pour les agriculteurs. Il a remarqué que dans le Kazakhstan, par exemple, plus d'un million d'hectares de terres collectivisées sont passés illégalement dans le secteur privé comme parcelles individuelles des kolkhoziens.

Khrouchtchev sait mieux que personne que les résultats de l'année 1961 sont bien au-dessous des prévisions des « planificateurs » et de lui-même (la récolte a à peine dépassé

celle de 1960, qui n'était pas bonne, et reste loin derrière celle de 1958) ; que si le nombre de vaches a un peu diminué dans le secteur privé (il en avait plus de 50 %), l'élevage en général reste à peu près stationnaire. Dans ces conditions, ni le plan de sept ans (1958-1965), ni les prévisions sur dix et vingt ans, qui figurent dans le « Nouveau programme du parti », ne peuvent être réalisés.

La seule réforme de la « direction » ne peut pas remédier à la situation.

C'est tout le problème agraire qui se pose à présent avec acuité. Et il se pose de façon très nette : c'est Staline qui a collectivisé les terres de 1930 à 1934 par les méthodes les plus sanglantes : des millions de paysans furent exécutés ou déportés. La déstalinisation peut-elle s'arrêter devant les kolkhozes créés par la terreur ?

Après la guerre, Staline recourt de nouveau à la terreur pour rétablir le régime kolkhozien qui avait été en partie détruit pendant la guerre par les femmes restées au village, et après la guerre par les paysans démobilisés qui croyaient avoir obtenu la liberté.

Khrouchtchev sait tout cela. Comment peut-il se faire des illusions sur l'efficacité de « l'amélioration de la direction » lorsque la masse paysanne manifeste tous les jours son hostilité à la forme collective de l'exploitation des terres par une résistance passive, par un travail au ralenti, par de la négligence aussi bien pour le matériel agricole qu'à l'égard du cheptel vivant ?

Le drame de la révolution russe et du régime soviétique, depuis quarante-quatre ans, est qu'ils n'ont pas su — ou voulu — résoudre le problème agraire dans l'intérêt de la collectivité, c'est-à-dire dans l'intérêt de l'agriculteur en premier lieu.

Or la population agricole russe comporte encore aujourd'hui 52 % de la population de l'U.R.S.S. Elle fournit aussi de 75 à 90 % des effectifs de l'armée.

Oreste ROSENFELD.

La mort de Natalia Trotsky

A l'occasion de l'incinération de Natalia Sédova, la veuve de Léon Trotsky, une émouvante cérémonie a eu lieu en présence d'une assistance nombreuse au columbarium du Père-Lachaise. André Breton, Isaac Deutscher et Marguerite Bonnet — qui a longtemps vécu avec la défunte — sont venus dire ce qu'avait été la révolutionnaire, la femme et la mère. Ils ont trouvé pour cela des paroles émouvantes qui ont fait revivre une femme exceptionnelle, révolutionnaire dès sa plus tendre jeunesse, compagne dévouée d'un des leaders politiques les plus persécutés de son époque. Nos camarades Laurent Schwartz, professeur à la Sorbonne, et Pierre Naville, directeur de recherches au C.N.R.S., ont expliqué tout ce qu'avait signifié pour eux le fait d'avoir connu personnellement Natalia Sédova et ont exprimé l'espoir que l'on verrait bientôt réhabiliter politiquement Léon Trotsky malgré l'attitude actuelle des dirigeants soviétiques. Pierre Naville a, de son côté, apporté l'hommage de la fédération de Paris du P.S.U. L'assistance a écouté ensuite les déclarations de Pierre Frank et de Livio Markan du secrétariat de la IV^e Internationale. Peu après, les cendres de Natalia Sédova-Trotsky partaient pour le Mexique où elles doivent reposer à côté de celles de Léon Trotsky.

J.-M. V.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Du "dîner de l'Alma" au banquet de Puteaux

PARLANT lundi au banquet des élus municipaux et cantonaux de la S.F.I.O., Mollet s'est plaint, comme il lui arrive souvent, d'être un incompris. Il paraît, à l'entendre, que l'on a généralement mal interprété la tactique de son parti et la signification des divers contacts qu'il a pris ces derniers jours. Essayons d'y voir clair à l'aide des lumières que nous apportent ce discours et un communiqué du Comité directeur de la S.F.I.O.

D'abord, nous dit Mollet, il faut se garder de confondre le « dîner de l'Alma » avec la formation d'un « Comité national d'action contre l'O.A.S. ».

« D'une part, dans le cas de vacance du pouvoir pour n'importe quelle raison, regrouper autour du

président du Sénat, désigné par la Constitution, tous les démocrates, quelles que soient leurs familles spirituelles, afin de ne pas laisser se créer un vide institutionnel et pour résister légalement à la menace fasciste. »

C'est, vous l'avez compris, l'objet des contacts du type « dîner de l'Alma ». Il s'agissait donc d'envisager une succession pacifique à de Gaulle supposé disparu pour une raison ou l'autre, en demeurant, bien entendu, dans le cadre institutionnel de la V^e République, avec ces bons démocrates que sont les « Indépendants », en excluant les communistes. En somme, autant qu'on puisse comprendre, la S.F.I.O. voudrait, en ce cas, un vaste rassemblement du type fort classique de l'Union nationale.

Autre tentative : « Sans délai, regrouper la gauche démocratique... construire avec ceux qui se réclament de la pensée démocrate socialiste, avec les syndicats et organisations ouvrières libres, un cartel d'action démocratique ». De celui-ci, sont exclus les communistes, la C.G.T. (la S.F.I.O. vient de rappeler à ses militants qu'il leur était interdit d'être syndiqués à cette confédération) et « les partisans du pouvoir personnel », ce qui semble viser l'U.N.R.

Qu'on nous pardonne mais, même après ces explications, nous devons avouer que nous ne voyons pas encore très clair sur tous les points et que nous ne sommes pas tout à fait sûrs de pouvoir distinguer nettement l'un de l'autre les deux objectifs de la S.F.I.O.

Deux points seulement ressortent avec quelque netteté :

— La direction de la S.F.I.O. maintient son exclusive contre le Parti communiste et la C.G.T.

— Elle n'envisage pas de chercher à sortir du cadre de la V^e République et des institutions de 1958.

Quant au reste, il nous apparaît surtout que la tactique de la S.F.I.O. se condamne à une confusion et à une impuissance qui ne peuvent que faire le jeu du pouvoir actuel et, du même coup, de l'O.A.S. qui a intérêt à faire durer le pourrissement du gaullisme.

Le « dîner de l'Alma » avec son prolongement naturel : l'union nationale, est l'aboutissement inévitable de l'exclusive maintenue contre le P.C. et la C.G.T. C'est cette attitude qui fait que le « Comité national d'action contre l'O.A.S. » ne rassemble en fait que la S.F.I.O., le parti radical et cette grande force politique bien connue des masses populaires : le centre des indépendants de gauche. A l'heure présente, aucune autre organisation importante, en particulier aucune confédération syndicale, n'a donné son adhésion à ce comité. La F.E.N., la C.F.T.C., l'U.N.E.F. en sont absentes.

Dès lors que la S.F.I.O. se retrouve sur une base aussi étroite, elle se condamne par là-même, c'est l'enseignement des dernières années, à se rejeter vers l'union nationale type Alma et à faire le jeu de la droite.

Et quelle droite ! Dans son discours de lundi, Mollet a dit une chose fort juste. Evoquant la fin de la république allemande et l'avènement d'Hitler, il a déclaré : « Le jour où vous auriez fait entrer ne fût-ce qu'au plus petit secrétaire d'Etat des P. et T. des agents de l'O.A.S., vous les auriez légalisés et le combat contre eux deviendrait impossible. »

Mais, dans le même temps, il se tourne vers Pinay. Celui-ci n'est certes pas un membre de l'O.A.S. Mais jusqu'à nouvel ordre, il est le grand homme des « Indépendants ». Or, quelle est l'attitude de ces derniers ?

Ils ont tenu récemment une sorte de petit congrès qui, à une écrasante majorité (179 voix contre 12), a adopté une résolution dont il vaut la peine de citer quelques phrases :

« Les indépendants... soulignent l'importance de l'Algérie, couverte par le pacte de l'O.T.A.N., et de ses bases dans l'organisation de la défense de la France et du monde libre... »

...Rappellent leurs déclarations antérieures et maintiennent qu'il ne peut exister de solution pour le retour à la paix, la sauvegarde des populations et l'organisation des garanties qu'en assurant le maintien de l'Algérie et du Sahara dans le cadre de la République française. »

Où les mots n'ont pas de sens, ou cela est clair : la quasi-unanimité des « Indépendants » se prononcent pour « l'Algérie française ». Encore faut-il ajouter que ces mêmes hommes se sont bien gardés de voter un seul texte, une seule phrase pour condamner l'action de l'O.A.S., les attentats, les vols d'armes, les désertions d'officiers. Est-ce donc avec de tels alliés qu'on défendra les libertés contre l'O.A.S. et qu'on cherchera à « combler le vide pour éviter la guerre civile ? » Est-ce avec de tels alliés qu'on fera la paix en Algérie qui, c'est évident, est la condition première d'une défaite de l'O.A.S. ? N'est-ce pas plutôt courir le risque de ces infiltrations des fascistes dans la légalité gaulliste que Mollet redoute avec raison ?

En réalité, toute opération du type de celle qu'envisage Mollet et qui consiste à décomposer le combat politique présent en phases distinctes ne peut qu'aboutir à faire le jeu de la droite. Le combat contre l'O.A.S., c'est en même temps le combat contre le gaullisme, c'est le combat pour la paix par l'accord avec le G.P.R.A. sur la base de l'indépendance de l'Algérie, c'est enfin le combat contre tous ceux qui ne se prononcent pas clairement sur ce dernier point et prennent des ménagements à l'égard de l'O.A.S. Et ce combat impose en conséquence le rassemblement de toutes les forces qui se fixent les mêmes objectifs.

C'est si vrai et si conforme aux réalités politiques que dans des départements de plus en plus nombreux, ces rassemblements s'organisent et les exclusives tombent. Cette orientation correspond à une tendance si profonde et si naturelle que

le comité directeur de la S.F.I.O. a dû lui-même laisser une porte entrouverte : « Il est évident que dans le cas d'un putsch et pour y répondre, ceux qui sont attaqués par les néo-nazis de l'O.A.S. et décidés à s'opposer à eux se trouveraient mêlés dans le combat ».

Mais faut-il attendre le putsch, ou tout faire dès maintenant pour l'éviter ? Et le combat contre l'O.A.S., ne faut-il pas dès à présent le livrer par la lutte politique ? Et, dès lors, ce rassemblement de « tous ceux qui sont attaqués par les néo-nazis de l'O.A.S. et décidés à s'opposer à eux » ne s'impose-t-il pas sans délai ?

Robert VERDIER.

Guy Mollet et ses relations

APRES avoir bénéficié de la bienveillance de M. Roger Frey, alors secrétaire général de l'U.N.R., le secrétaire général de la S.F.I.O. veut assurer — vraisemblablement — sa réélection en se faisant recommander cette fois par les Indépendants de M. Antoine Pinay. Ce qui expliquerait en grande partie la rencontre du « dîner de l'Alma » où se retrouvèrent le farouche révolutionnaire Guy Mollet, côtoyant des syndicalistes très réformistes, un M.R.P., un radical-socialiste, le tout amalgamé par le ciment de l'opposition anticommuniste... et le souci de ménager le monde des affaires.

Si aujourd'hui on se retrouve sur un antigaullisme, de fraîche date pour certains, il n'en a pas toujours été ainsi.

Par exemple, pour M. Guy Mollet... Nous avons retrouvé le texte de l'affiche qui permit au farouche socialiste de la Cité Malesherbes de se faire élire en 1958 à Arras :

« Si l'U.N.R. n'a pas présenté de candidats dans la circonscription d'Arras, c'est par déférence pour le général de Gaulle dont M. Guy Mollet a été au cours de ces derniers mois — en toute indépendance et en toute loyauté — un collaborateur fidèle.

De ce fait, l'U.N.R. invite les électrices et les électeurs d'Arras à donner massivement leur voix au second tour à M. Guy Mollet, ministre du général de Gaulle. »

M. Roger Frey est devenu le ministre de l'Intérieur du gouvernement Debré. M. Guy Mollet — qui n'a pas repoussé les voix U.N.R. en 1958 — n'est plus ministre de de Gaulle.

Il espère devenir ministrable avec Antoine Pinay et les « Indépendants » — dont on connaît l'attitude équivoque dans l'opposition à l'O.A.S.

M. Guy Mollet est un dur !

Bertrand RENAUDOT.



— Ecoutez ! Nous supprimons les cocos, les juifs et les rats... Il reste qui ? Nous, les démocrates !

La Justice à la brocante

ON ne pourra plus contester au Premier ministre ce don de l'imagination qui est à la base du génie. La décision qu'il vient d'arrêter en matière de justice est à cet égard éblouissante.

Il a suffi que trois jurés nîmois se récuser pour que l'étincelle jaillisse dans le cerveau ministériel. Il convient d'ailleurs de faire un sort à cet incident combien significatif : que des juges populaires (menacés, il est vrai, par l'O.A.S.) en arrivent à considérer un plastrage, c'est-à-dire un crime de lâche et de gangster, comme un acte politique — ce qu'a déclaré tout bonnement l'un des trois « grévistes » au micro d'Europe n° 1 — en dit long sur le dérèglement des esprits au royaume de Charles l'Unique ! Au vrai, c'est ce juré défaillant qui a fourni la solution dont s'est emparé Debré : « Ça ne nous regarde pas — c'est aux tribunaux militaires à s'occuper de ces affaires-là. » L'inventeur, pour prix

de sa découverte (ou parce qu'il a éventé le truc ?) a été condamné à 50 NF d'amende.

Précisément, le Premier ministre recevait à déjeuner ses congénères du Comité politique des inconditionnels. Et de leur annoncer que, dans le renforcement de sa lutte contre la subversion (!), il commençait par mettre en condition la justice elle-même.

Car la décision de confier à des uniformes le soin de juger les plastiqueurs ou autres assassins de l'O.A.S. n'a point d'autre sens ! Après le verdict désormais fameux rendu au « Procès des barricades » où l'on vit acquitter les conjurés d'alors et d'à présent, et avec l'acquiescement pur et simple des trois officiers tortionnaires, le Pouvoir, en vertu de la nature des choses sans doute, et vu leur identité, décide de les charger de la suite et du reste !

La solution n'est pas dépourvue de

commodités. En premier lieu, juges et accusés ont de fortes chances sinon de se connaître, à tout le moins de posséder des relations communes et du meilleur monde. Ensuite, il y a l'honneur de l'Armée qu'ils servent, c'est le cas de le dire, *perinde ac cadaver*. Enfin — et c'est là sans nul doute plus qu'un avantage mais la raison même — les militaires savent parfaitement depuis le 13 mai 1958 de quoi il retourne quand on parle d'atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité de la République.

Ainsi, la décision Debré a-t-elle valeur de symbole. Elle illustre, mais en est-il encore besoin ? l'éminente légitimité de ceux qui gouvernent — cette légitimité qui remonte à vingt ans comme il nous fut déjà rappelé — et atteste que, s'agissant de maintenir la grandeur, le pouvoir judiciaire, à l'exemple du législatif, n'a plus qu'à se mettre en vacances.

Edmond FOURNIER.

Au pilori !

(suite n° 3)

Nous poursuivons ici, sous ce titre, la publication de tous les textes dont nous aurons connaissance. Car il faut que l'opinion publique soit avertie de la duplicité des hommes qui se prétendent républicains et qui sont prêts, par leur lâcheté, à sacrifier une nouvelle fois la démocratie au fascisme.

Après le Puy-de-Dôme, l'Hérault, voici maintenant la Charente : la fédération P.S.U. de ce département a adressé la lettre que nous publions ci-dessous au député J. Valentin, maire de Chabanais, qui fut l'un des quatre-vingts parlementaires qui défendirent au Parlement l'amendement Salan et se signalèrent ainsi comme les défenseurs de l'O.A.S.

Cette lettre n'a pas eu de réponse : la presse locale a été alertée et une campagne d'affichage la fera connaître dans tout le canton.

18 janvier 1962.

Monsieur le Député,

VOTRE souci majeur, si l'on s'en tient aux déclarations que vous avez souvent eu l'occasion de faire, c'est de représenter « la physionomie de votre corps électoral » et « un sens de la mesure » que vous entendez, toujours selon vos propres déclarations, « conserver dans tous les domaines ».

Nous acceptons fort bien, au nom de la liberté d'opinion, que vous puissiez vous déclarer partisan de l'Algérie française mais, comme la grande majorité de nos concitoyens celle du Confolentais et vraisemblablement aussi celle de vos propres électeurs, nous condamnons et tenons pour infamant le fait de prêter un appui réel, ou seulement même d'être confondu avec des hommes qui ne cachent pas leur sympathie pour une organisation criminelle dont les chefs ont été condamnés par les tribunaux français.

Il reste possible que votre bonne foi ait été surprise, auquel cas nous vous demandons de déclarer publiquement que vous réprochez les attentats commis au nom de l'O.A.S., que vous récusez toutes les manœuvres qui tenteraient de substituer, à un gouvernement et à une Chambre légalement investis, d'autres hommes qui, pour s'imposer, utiliseraient des méthodes subversives, fusse même au nom du fallacieux prétexte de lutte contre le péril communiste qui a fait naguère, en Italie et en Allemagne, le lit du fascisme.

Vous avez maintes fois affirmé votre souci de représenter les aspirations et les déceptions de tous vos administrés. Cela implique que vous partagiez avec eux le jugement qu'ils portent contre les aventuriers sans scrupules qui, aidés par l'inconcevable faiblesse du gouvernement, veulent substituer une idéologie raciste et dépassée à la volonté de la nation clairement exprimée : Paix en Algérie par la négociation.

Vous n'avez pas encore entrepris jusqu'à maintenant d'exposer votre position personnelle de façon claire et complète ni même tenté de convaincre vos électeurs qu'il s'agit d'une douloureuse révision imposée par votre conscience.

C'est pourquoi nous vous demandons, à défaut d'une réponse directe à cette lettre, de préciser publiquement votre position.

Votre silence, prolongé, nous autoriserait à penser et à déclarer que vous ne représentez plus le Confolentais mais seulement le nombre infime de personnes qui, dans l'ombre, se dressent contre la nation.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, l'expression de nos sentiments distingués.

LA FEDERATION DE LA CHARENTE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

LES SABRES DE BOIS DU POUVOIR

INCAPABLE de promouvoir une véritable défense de la démocratie contre l'O.A.S., le gouvernement Debré prend des mesures dont la ridicule innocuité éclate aux yeux des moins avertis.

Passons sur la « procédure accélérée ». Encore faudrait-il que les véritables coupables soient arrêtés, et qu'emprisonnés ils ne puissent s'évader ou être relâchés légalement. Encore faudrait-il que les chefs connus de l'O.A.S. ne soient pas avertis des éventuelles poursuites dont ils vont faire l'objet, afin de leur donner le temps de se mettre à l'abri. Encore faudrait-il qu'une épuration effective — et sévère — eusse purgé préalablement les administrations des fonctionnaires d'autorité manifestement sympathisants de l'O.A.S.

Mais, dans la lutte contre l'O.A.S., les rodomontades du Pouvoir cachent mal un attentisme et une duplicité qui ne laissent pas d'inquiéter.

Usant de la dépolitisation du peuple que la V^e République a poursuivie systématiquement avec la complicité volontaire ou tacite des hommes et des groupements qui ont porté ce régime au pouvoir, le gouvernement Debré estime que l'opinion publique — récemment et, hélas ! tardivement réveillée de sa torpeur — risquait de prendre trop conscience du péril que représentent l'O.A.S. et ses excès meurtriers.

Mais comme il ne faut pas que les responsabilités soient établies, et que le peuple en soit averti, le meilleur moyen, employé par tous les régimes menacés, est de museler un peu plus une presse dont une majeure partie, cependant, était passablement asservie. Grâce à des mesures générales, ce qui reste de presse libre sera enfin étouffé définitivement... Et le peuple, sans lequel aucune lutte efficace ne peut être menée à bien, restera dans l'ignorance.

« Désormais seront poursuivies toutes publications qui reproduiraient quelques textes que ce soit émanant de l'O.A.S. »

Sage précaution, penseront les esprits simples. Pourquoi faire de la publicité à l'O.A.S. ?

Comme si cette dernière n'assurait pas sa propre publicité !

En fait, au travers de cette mesure, le Pouvoir pourra frapper les journalistes qui s'aventureront à dénoncer vigoureusement la meurtrière action fasciste de l'O.A.S. en s'appuyant sur ses propres textes.

Qu'est-ce que veut dire M. Terreno-

noire lorsqu'il affirme que « ces mesures visent directement ceux qui essaient de troubler l'ordre public » ?

Comme s'il fallait une justification au Pouvoir lorsqu'il fait saisir abusivement journaux et publications.

Non, nous ne pouvons nous départir d'une grande inquiétude devant ces mesures gouvernementales. Leur ambiguïté est la preuve que nos gouvernants tentent, une fois de plus, de tromper une opinion déjà largement dupée. Le bâillon sur la presse libre, c'est la peur que le peu de liberté qui subsiste soit utilisé contre le Pouvoir ; que soit dénoncée sa faiblesse, que soient mises au jour les complexités qui font la force — et l'efficacité — de l'O.A.S.

Car, enfin, nous persistons à penser que, seule, la mobilisation populaire — et donc celle de l'opinion publique — est l'arme la plus efficace contre le gangstérisme fasciste de l'O.A.S.

Mais le Pouvoir de la V^e République méprise trop le brave peuple pour lui faire confiance.

« *Contraste réconfortant d'un pays qui travaille, situation sociale réconfortante* », conclut l'ineffable Terreno-

noire !

Peuple, observe ton frigidaire, réjouis-toi devant ta télévision et frémis aux matches de catch, lis les bandes dessinées de ton journal... mais ne t'avise jamais de chercher à comprendre pourquoi et comment tu passes d'une république démocratique à une république autoritaire — et sans force — et ensuite à un régime fasciste. Sinon, tu risquerais de comprendre que tes gouvernants t'ont leurré pour mieux esquiver leurs propres responsabilités.

Il y avait déjà une Radio officielle, gouvernementale et domestiquée. Qu'attend M. Terrenoire pour expliquer que le « *pays qui travaille* » a, de plus, besoin, non de journaux d'opinions (les traîtres, ils pourraient exiger leur liberté !) mais d'une feuille — une seule et unique — qui ne reproduirait que la « *pensée* » (excusez l'emploi de ce terme excessif) de MM. Debré, Terrenoire, Papon, etc. Ils pourraient enfin faire croire au bon public qu'ils ont trouvé la bonne méthode pour juguler définitivement l'O.A.S. et le fascisme, et écarter tout danger de communisme...

Heureusement que c'est dans le peuple qu'on trouve toujours un minimum de bon sens.

B. R.

Propos de ministre

EMU, on ne saurait en douter, par les récents attentats de l'O.A.S. qui ont fait apparaître la part prise par des lycéens à ces actions criminelles — l'arrestation de deux apprentis plasticiens candidats à Saint-Cyr constituant jusqu'à présent, si l'on ose dire, le cas-limite — M. Lucien Paye a cru devoir rappeler la doctrine constante en la matière qui est celle du ministère de l'Éducation nationale : « Les sanctions édictées par les règlements seront appliquées avec la rigueur qu'exigent les circonstances à quiconque tente de troubler dans les établissements d'enseignement l'ordre et la paix indispensables au travail scolaire. »

Le communiqué poursuit, s'agissant des élèves qui se feraient « à un titre quelconque les auxiliaires de propagandistes politiques » : toute infraction caractérisée et sans excuse sera punie de l'exclusion immédiate, etc.

Voilà qui est ferme et clair — et l'on serait tenté de crier bravo ! mais un souci ou un scrupule, malsain à vrai dire, nous retient de le faire.

Il est vrai que l'université reste toujours la gardienne de la tolérance, ainsi que l'a rappelé le professeur Pinto le 22 janvier dans la cour de la Sorbonne lors de la manifestation des étudiants pour protester contre l'attentat au plastic dirigé contre notre camarade Hauriou. Il est non moins vrai que, selon les nobles paroles de Jean Zay, les querelles des hommes n'ont point droit d'accès au lycée et nous sommes sûrs que M. Paye songeait à ces vérités de toujours en rédigeant son communiqué.

Mais il est dommage pour le ministre que les termes de ce communiqué

et son esprit même renferment à la fois l'équivoque et l'ambiguïté. L'équivoque : les menées fascistes et les réactions d'autodéfense appréciées du même œil et cotées au même prix. L'ambiguïté : le communiqué de M. Paye, tel le sabre de M. Prud'homme, destiné à protéger la liberté et, au besoin, à la contraindre.

A la contraindre au silence, par exemple, à la réduire à l'état de mythe sous couleur de « maintenir l'ordre et la paix indispensables au travail scolaire ».

Nous ne poserons pas ici la question de savoir si ce gouvernement né de la subversion militaire est très qualifié pour se faire mainteneur des libertés fondamentales, nous nous contenterons de rappeler au ministre de l'Éducation nationale que pour « punir » l'U.N.E.F. de faire montre de courage et de vigilance républicaine, il a fabriqué ou favorisé la fabrication d'une certaine F.N.E.F. « apolitique » ainsi qu'il se doit, dont les dirigeants parisiens et provinciaux sont, par le plus grand des hasards évidemment, des excités de l'« Algérie française » et autres salaneries. Monsieur Paye, voilà qui jette une ombre sur votre communiqué !

Enfin, s'il arrivait qu'un lycéen se fit pincer par quelque surveillant plein de zèle en train de faire des lectures publiques du livre Ces princes qui nous gouvernent, d'un certain Debré, il verrait probablement son « infraction caractérisée » bénéficier des plus larges excuses auxquelles a pris soin de songer, en sa sagesse, M. le ministre de l'Éducation nationale.

Jean-François DAZY.

Journée universitaire de protestation

Au nom de la Ligue des droits de l'homme qu'il préside et du comité Maurice-Audin, Daniel Mayer a adressé la semaine dernière à la F.E.N. et à l'U.N.E.F. une lettre où, après avoir rappelé l'action de l'O.A.S. et les deux derniers verdicts scandaleux des tribunaux militaires, il demandait que « l'université, de l'école de village à la Sorbonne, gardienne traditionnelle des valeurs qui firent notre fierté, témoigne sa volonté de mettre un cran d'arrêt à cet avilissement collectif. »

La F.E.N. et l'U.N.E.F. viennent de répondre à Daniel Mayer pour annoncer leur intention d'organiser le 6 février une grande journée universitaire de protestation.

Après avoir décrit le risque que l'action fasciste fait courir aux libertés, leur lettre s'exprime ainsi :

« Les causes du mal sont sans doute multiples ; mais qui ne voit que le drame algérien compromet toujours plus la vie nationale ?... La paix par la négociation est devenue l'exigence absolue. L'université en présence de cette situation ne saurait demeurer silencieuse et résignée. Elle n'oublie ni sa vocation, ni ses traditions... C'est pourquoi la F.E.N. et l'U.N.E.F. ont décidé de préparer une grande journée universitaire de protestation contre les atteintes aux droits et libertés individuelles et collectives... Afin de lui donner son sens le plus profond, elles ont choisi de lui donner comme date le 6 février 1962. »

Les modalités d'organisation ne sont pas encore connues à l'heure où nous mettons sous presse. Le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.T.C.) a décidé de s'associer à cette manifestation.

Question écrite de Claude Bourdet au Préfet de Police

L'AGGRAVATION actuelle du terrorisme O.A.S. dans la métropole et spécialement dans la région parisienne n'est — tout le fait penser — qu'un début et il faut s'attendre à une offensive de plus en plus violente au fur et à mesure que les pourparlers de paix franco-algériens progresseront. Dans ces conditions, les résultats très faibles obtenus par la répression policière contre l'organisation fasciste ne laissent pas d'être inquiétants. La volonté d'action et le loyalisme d'une grande partie de la police paraissent certains, mais on peut se demander si on a mis ces éléments sûrs en situation d'agir efficacement.

M. Claude Bourdet, conseiller municipal, demande à M. le Préfet de police :

1) S'il est exact que les effectifs spécialisés dans la lutte anti-O.A.S. comportent seulement un commissaire divisionnaire et 14 inspecteurs à la Sûreté Nationale et un commissaire principal avec 4 inspecteurs à la Préfecture de Police ?

2) Quelles mesures de surveillance sont prises à l'égard des Français expulsés d'Algérie pour leur activité en faveur de l'O.A.S. ou toute activité semblable et se trouvant actuellement en liberté en métropole ?

3) Quelles mesures sont prises à l'égard des policiers déplacés pour des raisons semblables afin que leur nouvelle affectation soit incompatible avec toute action subversive ?

Nouvel exploit des harkis

Jeudi 25 janvier, vers 21 h. 45, vingt à trente harkis ont fait une descente au « Bar du Soleil », rue de la Croix-Nivert, dans le XV^e. Comportement habituel avec matraquage du patron qui voulait s'interposer. Résultat : cinq agrafes au crâne. Il est à noter que le patron est Marocain. Il a protesté auprès de l'ambassade du Maroc. Avant de partir, les harkis ont cassé quelques bouteilles à la cave et pris 300 NF dans la caisse...

Une lettre du P.S.U. au Parti Communiste

L'objectif du P.S.U. dans l'action contre l'O.A.S. : UNION SANS EXCLUSIVE

Nous publions ci-dessous la lettre que notre camarade Edouard Depreux vient d'adresser, au nom du Bureau National du P.S.U., à Maurice Thorez.

Cette lettre marque avec netteté la position de notre parti sur les problèmes relatifs à la lutte contre l'O.A.S.

La tactique du P.S.U. est claire et peut s'exprimer par ces deux propositions solidaires :

— Refus de l'exclusive prononcée par certaines organisations contre le P.C.

— Effort pour créer les conditions d'un rassemblement aussi large que possible de tous les adversaires de l'O.A.S.

La lettre au P.C. s'inspire de ce double principe. Elle s'inscrit dans l'action que notre parti conduit depuis plusieurs mois avec obstination. Sans doute, est-il vrai que nos efforts n'ont pas encore abouti aux résultats que nous souhaitons. Les récents événements, les nombreuses rencontres qui ont eu lieu ici ou là ont montré qu'il y a encore des obstacles à abattre. Mais on constate aussi que le mouvement pour l'union sans exclusive s'est développé et qu'il s'est même accéléré sensiblement au cours des dernières semaines.

C'est avec la conviction que notre tactique répond au vœu profond des masses populaires et constitue la meilleure riposte à l'O.A.S. que notre parti persévéra dans ses efforts.

Monsieur Maurice Thorez,
Secrétaire général du
Parti communiste français,
44, rue Le Peletier, Paris-9^e

Mon cher Secrétaire général,

A PRES avoir entendu le compte rendu de notre rencontre du 22 janvier, le Bureau National a émis le souhait que des contacts réguliers puissent être instaurés entre les directions de nos deux partis.

Nous sommes engagés dans le même combat antifasciste. Nos fédérations et nos sections sont conduites à participer à des actions communes. Il nous paraît normal que nous procédions régulièrement à une confrontation de nos informations et de nos initiatives.

Parmi ces initiatives, celles qui ont trait à la lutte pratique contre l'O.A.S. nous paraissent devoir être mises au premier plan. Nous encourageons partout la formation de groupes d'action destinés à démasquer les agents du fascisme et à mettre un terme à leurs activités. Vous nous avez indiqué que vous renforciez de votre côté le service d'ordre de votre parti. Nous souhaitons que les responsables de nos groupes d'action et ceux de votre service d'ordre se rencontrent et envisagent de porter ensemble certains coups à l'ennemi.

Il va de soi que les actions que nous entreprenons avec votre parti ne nous empêchent nullement de consolider et d'étendre les alliances que nous avons nouées par ailleurs à l'occasion des récentes luttes antifascistes. La presse réactionnaire veut faire croire qu'il existe deux blocs au sein de la gauche française : l'un qui comprendrait le P.C. et le P.S.U., l'autre qui regrouperait la S.F.I.O. et le Parti radical et qui demeurerait bien entendu ouvert à la perspective d'une prétendue « Union nationale ». Mais la vérité est qu'une frac-

tion de plus en plus considérable des forces syndicales, des organisations de jeunesse, des formations civiques, etc... se déclare favorable à la constitution d'un front commun antifasciste à la condition que soient respectées certaines modalités d'action que nous avons nous-mêmes toujours exigées.

Plusieurs fédérations S.F.I.O. ont pris position dans le même sens et nul doute que leur nombre grandira au cours des prochaines semaines.

Nous sommes décidés à tout mettre en œuvre pour développer ce courant et à éviter tout ce qui pourrait le restreindre.

Il nous paraît de ce point de vue qu'une campagne nationale qui serait lancée par les seuls partis communiste et socialiste unifié donnerait l'impression d'un certain recul par rapport à ce qui a déjà été obtenu à Toulouse, à Grenoble, à Lyon, à Nancy, à Saint-Etienne, à Clermont-Ferrand, à Dax, à Lons-le-Saunier, etc., et à Paris même où nous n'aurions jamais pu organiser des manifestations comme celles du 19 décembre et du 27 janvier sans le concours des organisations locales de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F., de plusieurs syndicats de l'Enseignement, de la Ligue des Droits de l'Homme, etc.

Ce n'est pas de notre faute si l'union qui est possible dans un nombre croissant de départements n'est pas encore sur le plan national.

Pour surmonter les obstacles qui demeurent et hâter les évolutions nécessaires, il ne suffit pas de réclamer l'union, il faut dégager certaines voies et développer une certaine politique. C'est ce que fait et ne cessera de faire notre parti.

Croyez, mon cher Secrétaire général, à l'assurance de nos sentiments socialistes les meilleurs.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Communiqué du P.S.U.

LE P.S.U. constate que le développement du mouvement populaire contre l'O.A.S. permet de réaliser, dans un nombre croissant de départements, un véritable front antifasciste.

Ce mouvement aurait été impossible sans l'entrée en scène de forces nouvelles issues elles-mêmes des syndicats et des organisations de jeunes.

Le P.S.U. qui est l'expression politique de ces forces nouvelles entend tout mettre en œuvre pour lever les obstacles qui s'opposent encore à une action antifasciste, coordonnée, énergique et efficace.

C'est pourquoi, il multipliera les contacts avec toutes les organisations qui se déclarent

décidées à combattre l'O.A.S. et fera aussi bien aux syndicats qu'au parti communiste, à la S.F.I.O. et à d'autres formations politiques ou civiques, un certain nombre de propositions pratiques.

Ces propositions s'inspireront de trois considérations essentielles :

1° L'action contre l'O.A.S. ne saurait se limiter à des parolotes, à des pétitions et à des protestations. Elle doit être avant tout une action offensive menée avec l'appui de toute la population par des forces d'intervention qui auront pour mission d'empêcher toute manifestation, directe ou indirecte, de la propagande fasciste, de démasquer les agents et les com-

Suite de l'Éditorial, p. 1

Non au chantage

tandis que les organes de presse et de radio qui se font les porte-parole de la S.F.I.O., et en particulier le « Figaro » et « Combat », menaient campagne contre le P.S.U., accusé d'être tombé « sous la coupe du P.C.F. ». De son côté, le Club des Jacobins apportait sa caution à l'opération Guy Mollet.

Mollet proposait à ses partenaires de reprendre le projet abandonné début janvier et de lancer en commun un appel anti-O.A.S., ce qui, dans le contexte politique, ne pouvait être que la couverture gauche de l'opération Alma. Mais les syndicats, et particulièrement la C.F.T.C. et la F.E.N., se sont dégagés de cette opération suspecte, et Guy Mollet n'a pu finalement sortir son manifeste qu'avec les radicaux et quelques organisations qui sont toutes plus ou moins déjà largement influencées par la conception du « rassemblement centre-gauche » comme étape vers l'« union nationale ».

L'opération Guy Mollet a donc fait long feu. L'aggravation de la masse fasciste amène de plus en plus une grande partie des forces syndicales, des jeunes, des organisations civiques à agir pour la constitution d'un front commun antifasciste. Dans de nombreux départements, des contacts sont noués entre syndicats et partis. Dans la région parisienne, la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.N.E.F., le P.S.U., le P.C.F. ont organisé en commun l'hommage populaire à Roger Boissier, victime de l'O.A.S. Dans une telle situation, les manœuvres de Guy Mollet pèsent en définitive bien peu et ne se concrétisent que par des discours contre la C.F.T.C. et le P.S.U., et non par une action réelle.

C'EST donc à la fois contre l'intimidation et la peur provoquées par la terreur O.A.S. et contre les manœuvres d'« union nationale » que les antifascistes doivent aujourd'hui lutter. Et si la seconde menace n'est pas neuve, la première l'est davantage. Contre une organisation clandestine, qui est forte surtout parce qu'elle frappe dans l'ombre, parce qu'elle est anonyme, il ne suffit pas, nous l'avons déjà dit, de faire des manifestations et des meetings. Ceux-ci sont utiles, nécessaires pour déjouer la manœuvre d'« union nationale ». Car c'est l'union de la gauche, l'union sans exclusive des adversaires de l'O.A.S. qui constitue la riposte à la politique d'« union nationale » de Guy Mollet.

Mais c'est surtout la peur de l'O.A.S. qu'il faut vaincre, car elle est la racine du mal. Pour cela, il importe de démasquer l'organisation clandestine, de la faire apparaître en plein jour et de la vaincre sur ce terrain de l'action psychologique.

C'est pourquoi, dès le mois de décembre, le P.S.U. avait proposé aux syndicats et aux organisations de gauche de constituer un comité national de lutte qui aurait animé des groupes d'action formés sur le plan de l'entreprise et le plan local pour combattre pratiquement l'O.A.S. sur son terrain. Ce comité, propositions nous, devait agir en coordination avec le parti communiste qui, dans le même temps, appelait ses militants à renforcer son propre service d'ordre.

C'est dans cette perspective de lutte que le P.S.U. a engagé ses militants à former avec des militants syndicalistes de leur entreprise, de leur quartier ou de leur localité des groupes d'action dont le premier but est d'empêcher d'agir l'O.A.S. en découvrant ses cellules, ses membres, ses soutiens et ses sympathisants, en agissant sur le terrain de l'action psychologique où l'O.A.S. a jusqu'à maintenant remporté ses principaux succès. De nombreux Français qui hésitent à militer dans un parti veulent aujourd'hui faire quelque chose de concret contre la terreur fasciste. Nous devons les organiser dans ces groupes qui doivent exprimer la réprobation publique, contre les complices de l'O.A.S., les hommes politiques ou les chefs d'entreprise qui la soutiennent.

En même temps, nous devons insérer dans l'action concrète de ces groupes ceux qui, surtout parmi les jeunes, seraient tentés de répondre aux aveugles plastiquages de l'O.A.S. par les mêmes moyens. Ce serait là encore, nous le disons clairement, tomber dans le piège que tendent les partisans de l'« union nationale », qu'ils siègent au gouvernement ou dans le quartier de l'Alma. Ils auraient tôt fait de dénoncer les excès des deux extrêmes et de lancer le slogan d'une double menace de guerre civile.

Il est vrai que les Français redoutent la guerre civile et que l'O.A.S., de Gaulle, Debré et Mollet exploitent cette peur, chacun à sa façon. Il importe que nous leur arrachions cette arme en montrant que le meilleur moyen d'empêcher la guerre civile et le putsch est de détruire maintenant l'O.A.S., d'en faire apparaître les éléments, les soutiens et les complices en pleine lumière.

Il est nécessaire de proposer un tel objectif de lutte aux nombreux comités d'action anti-O.A.S. qui se constituent dans les départements et de ne pas se contenter des journées ou des semaines d'action avec les moyens traditionnels d'une campagne de propagande et de meetings.

Ces comités d'action départementaux sont de plus en plus nombreux. La semaine dernière, après la puissante riposte de Toulouse aux attentats fascistes, de tels comités se sont formés dans la Saône-et-Loire, la Meurthe-et-Moselle, les Hautes-Pyrénées, l'Oise, la Côte-d'Or, etc. Dans la plupart de ces départements, l'ensemble des syndicats y participent ainsi que les fédérations S.F.I.O. et radicales aux côtés du P.S.U. et du P.C.F. Il faut suivre l'exemple de la Dordogne où le comité départemental de défense des libertés a des ramifications dans chaque canton et propose les objectifs suivants qui pourraient être ceux de tous les comités et groupes d'action :

- Informer toute la population de la réalité du danger fasciste et de la possibilité de le mettre en échec ;
- Demander à toute personne qui serait menacée par l'O.A.S. de le signaler au comité et de se mettre sous sa protection ;
- Organiser la vigilance pour assurer la sécurité des lieux et des personnes qui pourraient être menacés ;
- Repérer les hommes de l'O.A.S. s'il y en a dans le canton. Les prendre sur le fait, si possible, les dénoncer publiquement ;
- Assurer la liaison avec les soldats du contingent et des officiers républicains.

C'est de cette manière, en liant les différentes formes d'action, en coordonnant l'essentiel des forces syndicales et politiques antifascistes qu'un front commun peut se développer et vaincre l'O.A.S. dans les prochaines semaines.

plices de l'O.A.S. et de mettre un terme à leurs activités.

2° L'action contre l'O.A.S. ne saurait être séparée d'une action pour le succès de la négociation franco-algérienne. Toutes les tentatives de sabotage de cette négociation, à commencer par la campagne en faveur du partage, doivent être sévèrement dénoncées et combattues.

3° L'action contre l'O.A.S. ne saurait, enfin, s'accompagner de la moindre complaisance à l'égard des tentatives de compromis qui s'ébauchent dans certains milieux sous le couvert d'une prétendue union nationale. Les travailleurs ne permettront pas aux capitulards de mai 1958 de saboter, une fois de plus, les chances de la paix et celles de la démocratie.

29 janvier 1962.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

LES LUTTES SOCIALES

Il n'est pas inutile de considérer les luttes que mènent à travers le monde les travailleurs appartenant à des pays sous-développés ou, au contraire, à des pays industriels évolués comme le nôtre.

Dans le premier cas, nous pouvons mesurer toute la distance qui sépare notre niveau de vie de celui des « nouveaux prolétaires » qui combattent pour obtenir les avantages depuis longtemps conquis par les travailleurs de notre pays.

Dans le second cas, nous pouvons constater que les luttes sociales, les problèmes économiques se présentent dans des conditions assez semblables à celles que nous connaissons en France, tout en notant certaines différences importantes.

Grève pour la semaine de 20 heures à New York

EN décembre dernier, le président Kennedy avait été accueilli avec enthousiasme par le congrès de l'A.F.L.-C.I.O. auquel, se référant à la tradition des présidents démocrates, Roosevelt et Truman, il était venu demander son appui. Le président se tournait d'autant plus volontiers vers les syndicats qu'il va se heurter de plus en plus à une fraction importante du patronat en raison de l'abaissement des barrières douanières qu'il préconise afin de préparer l'association des Etats-Unis avec le Marché commun européen.

Cependant, M. Kennedy allait se heurter également aux syndicats sur la question de la réduction de la semaine de travail. Celle-ci est en principe de 40 heures, mais de nombreux syndicats, comme ceux des employés d'imprimerie ou de la confection, ont obtenu des semaines de travail plus courtes. D'après les statistiques officielles, environ 15 % des ouvriers syndiqués travailleraient moins de 40 heures. Les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O. entendent soutenir cette politique de réduction de la durée de travail pour favoriser le plein emploi qui est loin d'être réalisé. Bien que le chômage ait marqué un recul ces derniers mois, on compte encore en effet aux Etats-Unis environ 4 millions de chômeurs, soit 6 % de la population active, chiffre que le président Kennedy juge lui-même excessif.

Mais si la politique des syndicats reste dominée par le souci de lutter contre le chômage, elle n'en est pas moins considérée par le patronat et par les conseillers de la Maison Blanche comme devant faire monter les prix et de nature à provoquer « un désastre de première grandeur ». Le conflit risque de devenir aigu au printemps prochain, au moment de la discussion des nouveaux contrats entre les grandes sociétés métallurgiques et le puissant syndicat des ouvriers de la métallurgie. Le président de ce syndicat, David Macdonald, a déjà demandé l'institution d'une semaine de trente-deux heures afin d'assurer une meilleure répartition du travail.

Un épisode spectaculaire de cette lutte pour la réduction de la durée du travail vient d'avoir lieu : il a été constitué par la grève des électriciens newyorkais qui demandaient la semaine de 20 heures répartie en cinq journées de 4 heures.

Les électriciens faisaient jusqu'ici une semaine de 30 heures, plus 5 heures supplémentaires assurées. Profitant de la prospérité exceptionnelle que connaît actuellement l'industrie du bâtiment, « la Fraternité internationale des ouvriers de l'électricité » (affiliée à l'A.F.L.-C.I.O.), revendiquait le maintien du salaire actuel sur la base de 20 heures de travail normal par semaine : d'où une augmen-

tation très importante du taux de l'heure de travail ordinaire et de l'heure supplémentaire. Les entrepreneurs protestèrent vivement, déclarant que la hausse des prix de revient qui en résulterait porterait un coup fatal au « boom » de l'industrie du bâtiment. Par contre, les syndicats affirmaient ainsi la volonté de défendre leur emploi, l'automatisation devant entraîner à plus ou moins brève échéance une nouvelle réduction du nombre des travailleurs.

Après les premiers pourparlers infructueux menés avec le maire de New York, les 9.000 électriciens de la région se sont mis en grève le 11 janvier. La grève, qui a entraîné le chômage de 100.000 ouvriers du bâtiment, a duré une semaine. Elle s'est terminée par la signature d'un nouveau contrat — valable à partir du 1^{er} juillet — qui prévoit une semaine de cinq jours de travail de cinq heures, sur la base de 4,96 dollars l'heure. Les électriciens qui demandaient la semaine de 20 heures ont donc obtenu à moitié satisfaction.

On sait que depuis son arrivée au pouvoir, le président Kennedy s'est employé à faire voter par le Congrès une extension de l'aide aux chômeurs, ainsi que l'augmentation du salaire minimum (1,25 dollar). Par contre, s'il a arraché par ailleurs 390.000.000 de dollars pour l'aménagement des régions pauvres, il a échoué dans sa tentative d'obtenir des crédits pour l'aide à l'enseignement et aux instituteurs et il a renoncé jusqu'ici à son projet de loi d'aide médicale aux vieux.

Sur le plan économique, il entend aboutir à de meilleurs résultats. Dans son message annuel au Congrès, il a assuré qu'en 1963, en se basant sur le rythme actuel du développement de l'économie, le revenu national aurait augmenté de 20 % par rapport au début de 1961, époque où il entra en fonction. Le chômage tomberait alors à 4 % de la population active (au lieu de 6 % actuellement), ce qui constitue l'objectif provisoire du gouvernement, le chômage étant un obstacle à la progression de l'économie et à l'élévation du niveau de vie. Toutefois, le revenu annuel de l'Américain moyen dépasserait déjà 2.000 dollars.

De plus, le président estime que les Etats-Unis peuvent atteindre un taux de croissance annuel de 4,5 % en moyenne.

A titre d'indication, le IV^e Plan français prévoit un taux d'accroissement de la production de 5,5 % par an et les Russes annoncent pour 1961 une augmentation de la production industrielle égale à 9,2 % (les résultats sur le plan agricole étant évidemment pour ces derniers beaucoup moins brillants).

Le président Kennedy entend atteindre ces



George MEANEY
Le « boss » de l'A.F.L.-C.I.O.

objectifs par une politique qui fera jouer au gouvernement un rôle de plus en plus important dans les mesures de planification, de stabilisation, d'aide aux chômeurs, et d'encouragement aux investissements et à l'industrie privée.

Par ailleurs, la lutte contre la discrimination raciale continuera, les conseillers du président estimant non seulement qu'elle « inflige des dommages humains et sociaux incommensurables à un grand nombre de citoyens » mais aussi qu'elle « inflige une perte économique au pays ».

Il reste à savoir cependant dans quelle mesure les progrès économiques escomptés — s'ils se réalisent — entraîneront un accroissement du niveau de vie du citoyen américain. Le poids formidable des dépenses improductives (armement, recherche spatiale, aide à l'étranger) qui représentent 60 % du budget, ne peut qu'accroître les tendances inflationnistes. Pour freiner celles-ci, le gouvernement demandera donc au patronat et aux syndicats de se montrer « raisonnables » dans leurs revendications.

Les prochaines négociations dans les aciéries pour le renouvellement des contrats montreront si cet appel a été entendu. Le problème se trouve également posé de savoir dans quelle mesure l'hostilité gouvernementale à la réduction de la durée de travail est compatible avec la diminution du nombre des chômeurs, objectif poursuivi par le président Kennedy. A ce sujet, si l'optimisme de ce dernier n'est pas partagé par ses adversaires républicains, il ne l'est guère non plus par George Meaney, président de l'A.F.L.-C.I.O., qui l'assurait pourtant de son appui au congrès de la grande centrale américaine. Le leader syndicaliste redoute que le nombre des chômeurs, au lieu de diminuer, n'aille en augmentant.

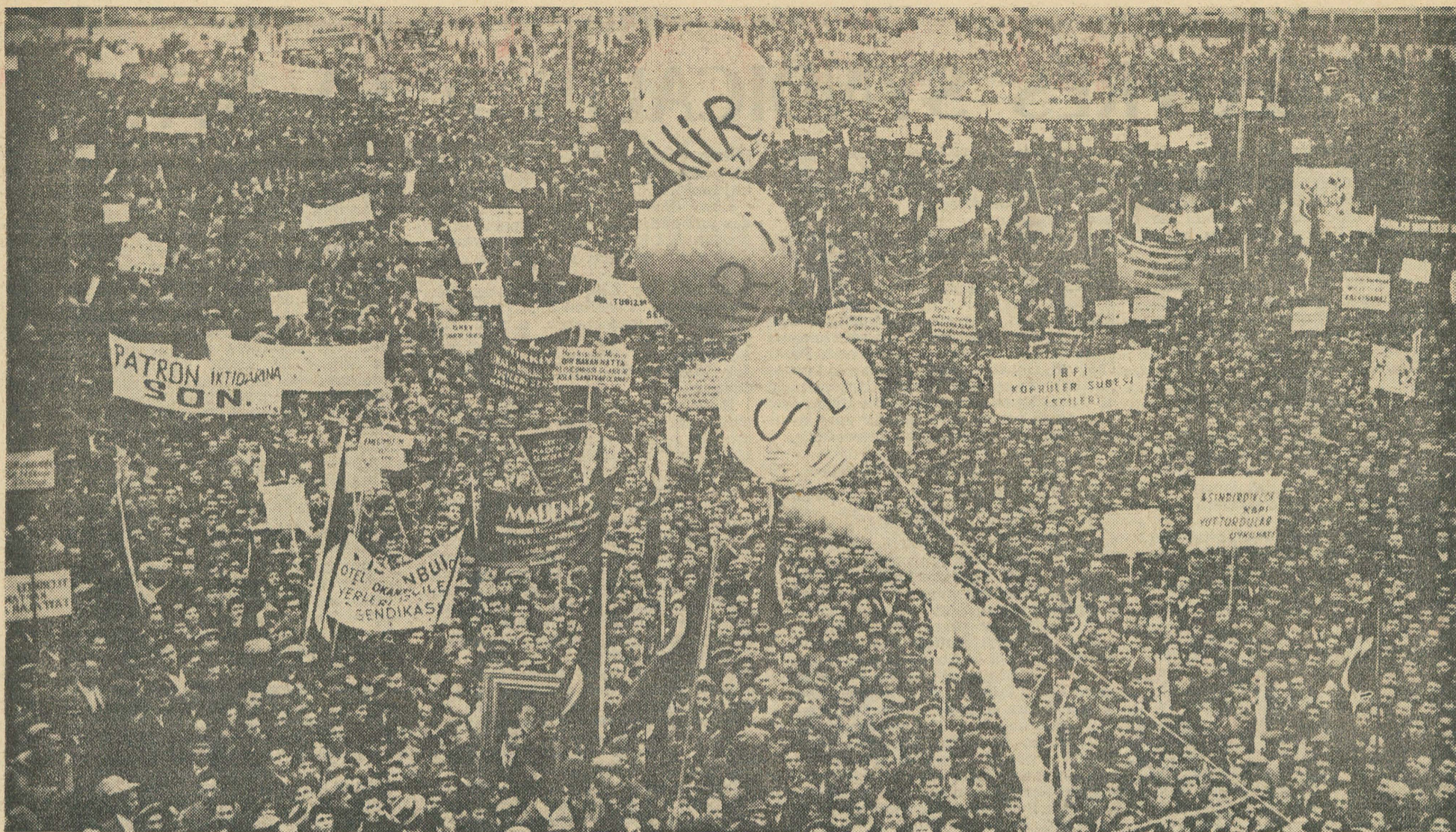
Les syndicats anglais contre le blocage des salaires

L'ANNEE 1962 s'est ouverte en Grande-Bretagne sous le signe de l'agitation sociale. La grève du zèle, déclenchée par les postiers, a créé des perturbations considérables dans l'acheminement et la distribution du courrier. Il s'agit là d'une réaction spectaculaire contre la politique de blocage des salaires supportée de plus en plus mal par les salariés britanniques, en particulier ceux du secteur public où le gouvernement, au nom de sa politique anti-inflationniste, s'oppose plus facilement aux augmentations de salaires. Il n'en va pas tout à fait de même, en effet, dans le secteur privé où, en période de plein emploi, les employeurs sont amenés à enfreindre plus ou moins les recommandations gouvernementales. C'est un problème que nous connaissons bien en France.

Quoi qu'il en soit, le secrétaire général des Trade-Union, Woodcock, homme par ailleurs fort modéré, déclarait au début de l'année que « seule la force arriverait à amener le gouvernement à reconsidérer sa politique ».

A la suite de la grève du zèle des postiers et devant la menace d'un mouvement semblable chez les fonctionnaires, le gouvernement a abandonné son attitude intransigeante. Les augmentations de salaires, décidées antérieurement par les autorités d'arbitrage et auxquelles il s'était opposé, pourront être accordées d'ici quelques semaines.

Cependant, à l'image de ce qui se pratique de plus en plus dans les pays capitalistes occidentaux, le gouvernement conservateur s'efforce de mettre sur pied une économie « concertée ».



Les 90.000 manifestants d'Istanbul : « Nous avons notre mot à dire. »

(Keystone.)

A TRAVERS LE MONDE

Tout d'abord, il a créé un Conseil de développement qui établirait un plan de cinq ans et il entend obtenir la participation des syndicats à cet organisme. En attendant la mise en route de ce plan qui établirait un lien étroit entre l'augmentation des revenus et celle de la productivité, M. Selwyn Lloyd, chancelier de l'Échiquier, a défini une politique qui, en matière de salaires, se substituerait à celle de la « pause » à partir du 1^{er} avril prochain.

Selon cette politique, dite de la « *gilding light* » (ligne directrice), le gouvernement fixerait, sur la base des résultats de l'année antérieure, un plafond national à l'augmentation des salaires qui devrait être respecté. Pour 1962, ce plafond ne devrait pas dépasser 2,5 %.

Il s'agit naturellement là d'une moyenne nationale, des augmentations plus importantes pouvant être consenties dans certaines branches à haute productivité. Cependant, la modicité de ce chiffre ne manquera pas de surprendre. Il est vrai que l'industrie britannique connaît une situation difficile et que le taux d'expansion de l'économie anglaise est inférieur à celui de l'économie française. Ces faits ont d'ailleurs été soulignés par les partisans de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun qui, selon eux, aboutirait grâce au stimulant de la concurrence à une modernisation de l'industrie.

Toutefois, si les syndicats acceptaient sans doute de participer au Conseil de développement, ils rejeteront les restrictions gouvernementales concernant les salaires. Ils ne manquent pas de faire observer que les organisations patronales seraient dans l'impossibilité d'imposer des restrictions aux bénéficiaires et aux dividendes.

Les syndicats se montrent d'ailleurs de plus en plus impatients devant les interventions du gouvernement pour freiner la hausse des salaires. C'est ainsi que cinq cents conducteurs des trains de la banlieue de Londres se sont mis en grève pour 24 heures, le 29 janvier. Le mouvement doit se poursuivre par une grève de zèle. Il s'agit d'une grève « sauvage » déclenchée

malgré l'opposition des dirigeants syndicaux qui demandaient à leurs troupes d'attendre l'issue des pourparlers qui doivent s'engager entre les syndicats de cheminots et le gouvernement.

De leur côté, la moitié des employés du métro ont décidé, contre l'avis des syndicats, de se mettre en grève. Seuls les conducteurs d'autobus londoniens ne participeraient pas au mouvement ; ils reprochent à leurs camarades du réseau souterrain de ne pas les avoir soutenus pendant leur longue grève de 1958.

Le gouvernement semble se résigner à une augmentation générale des salaires tout en s'efforçant de la limiter à 2,50 p. 100, en particulier dans les chemins de fer dont le directeur était prêt à accorder 5 à 6 p. 100 pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre. Le gouvernement estime qu'une telle augmentation coûterait trop cher au budget de l'État. Ce faisant, il n'innove pas : on sait qu'en France, M. Debré a usé du même argument pour s'opposer à la revendication syndicale de parité des salaires entre secteurs public et privé.

La Turquie à l'ère des revendications

LA Turquie est entrée le 1^{er} janvier dans l'ère des revendications sociales par un meeting monstre de quatre-vingt-dix mille personnes, tenu à Stamboul.

On sait que le régime parlementaire corrompu qui existait dans ce pays jusqu'en 1960 a fait place à une dictature militaire. L'armée joue parfois un rôle progressiste dans les pays sous-développés. Cependant, la tendance la plus radicale des officiers révolutionnaires a été éliminée du pouvoir et, en dépit — ou à cause — de l'exécution spectaculaire de Mendérés, les élections ont vu le retour en force des politiciens de l'ancien régime. Par ailleurs, la Turquie connaît une situation économique et financière peu brillante. La famine sévit même dans certaines régions du pays.

Bien qu'il soit demeuré fidèle à l'alliance occidentale, le gouvernement militaire acceptera sans doute une aide financière de l'U.R.S.S., l'aide promise par les pays capitalistes se faisant attendre.

Dans ce contexte assez sombre, la classe ouvrière prend conscience de sa force et revendique une amélioration de son niveau de vie. Lors de la manifestation de Stamboul, dont les participants — venus parfois de plusieurs centaines de kilomètres — firent preuve d'une discipline parfaite. Le droit de grève et les contrats collectifs — « *seuls moyens propres à briser nos chaînes* » disait une pancarte — étaient les revendications mises en avant.

Elles s'adressaient non seulement au patronat mais aussi aux parlementaires jugés trop préoccupés par l'amnistie ou par l'augmentation de leur propre indemnité. Certaines pancartes portaient « *Malédiction aux communistes* », mais d'autres clamaient aussi « *Fin du pouvoir du patron* ». Un panneau portait l'image grandeur nature d'un jeune ouvrier dominant la table d'un conseil d'administration et déclarant : « *Nous avons notre mot à dire* ».

Avant cette manifestation, avait eu lieu une grève des journalistes qui imposèrent à leurs patrons l'application de certains avantages qui leur avaient été concédés par le gouvernement.

Depuis, les dockers ont également fait grève pour leurs salaires. Cependant, le pouvoir prend prétexte du marasme économique pour refuser aux fonctionnaires les 15 % d'augmentation qui leur avaient été promis.

Quelles seront les conséquences politiques de ce réveil de la classe ouvrière qui désormais constitue une force en Turquie ?

Comment les revendications ouvrières seront-elles accueillies par l'armée, par les étudiants — qui ont joué un rôle important dans l'avènement du régime et qui, à la fois hostiles au communisme et au parlementarisme bourgeois, demeurent fidèles au souvenir d'Ataturk — enfin par les formations politiques traditionnelles qui s'appuient surtout sur les campagnes ?

Jean BOSNEC.

MANŒUVRES SYNDICALES A LA R.T.F.

Les preneurs de son — de l'extérieur — se sont mis en grève. Ils veulent être défrayés de leurs frais de déplacement au même titre que les chefs de mission (journalistes ou producteurs). Des techniciens veulent avoir un taux d'assurance fixé à un échelon sensible plus haut que celui de leurs collègues. D'autres mécontentements s'expriment, dont le paiement des « rappels » aux pigistes.

DE ces revendications, certaines sont amplement justifiées.

Le nouveau statut semble s'être évertué à provoquer des discriminations insoutenables.

Dans le petit monde des journalistes de la R.T.F., la confusion est grande.

Depuis 1958, le total des postes de journalistes est passé à 510 mais la R.T.F. emploie, sur des crédits différents près de 650 unités (dont certaines n'ont même pas la carte professionnelle).

Les syndicats de journalistes se sont beaucoup plus soucieux — depuis que le statut existe — de son mode d'application que des conditions de travail. Disons objectivement que le problème du « reclassement » était, naturellement, le plus important. C'est parce qu'on savait les syndicats penchés sur cette difficulté que la direction de la R.T.F. a provoqué une inflation de journalistes — ou de pseudo-journalistes — qui, s'ajoutant

aux professionnels éprouvés, venaient compliquer singulièrement la mise au point d'un « organigramme » conséquent. Chaque direction — et chaque sous-directeur — réclamèrent avec énergie et démagogie un nombre excessif de postes pour y caser les hommes que le régime de la V^e République leur imposait.

Aujourd'hui, il s'agit, après avoir distribué les contrats, de trouver des crédits pour payer ceux qui sont employés régulièrement sans contrat. De l'argent, il y en a pour rémunérer largement des collaborations extérieures et épisodiques, mais on n'en dispose pas pour payer des travaux supplémentaires imposés aux contractuels.

Savoir ce qu'on doit faire

Il faut aussi dire que les directions n'ont jamais voulu définir les travaux « à charge d'emploi » qui incombent aux journalistes contractuels ; il faut dire également que les syndicats n'ont pu encore obtenir ces précisions. Ils attendent toujours cet « organigramme » qui placera chaque salarié à un poste bien défini.

Mais la prolifération des journalistes — tant à la Radio qu'à la Télévision — risque d'aboutir, lors qu'il y aura le tableau, à la suppression de nombreux emplois. Ni la Commission paritaire ni les syndicats de journalistes n'ont été conviés à participer à cette mise en œuvre. Ils n'ont pas — pour l'instant — de propositions concrètes à opposer à la direction. Sauf à défendre, même contre toute raison, tous les journalistes, y compris naturellement ceux qui sont venus gonfler l'effectif de la R.T.F., sur ordre du pouvoir, et ceux qui ont profité sans vergogne des faveurs du régime (au détriment de leurs collègues). Il leur faudra aussi défendre la multiplicité d'émissions dont la nécessité reste peut-être à démontrer.

Un syndicat des mécontents

Le reclassement en vertu du nouveau statut ne pouvait qu'aboutir à des mécontentements (de gens s'estimant mal classés, ou comparative-ment mal classés par rapport à des collègues favorisés). En fait, la Commission paritaire ne pouvait guère que « proposer » à la direction qui, seule, « décidait » souvent en fonction de considérations politiques imposées par le pouvoir.

Le tort des syndicats fut de s'être

laissés enfermer dans un statut fort peu démocratique. Ils risquent d'être aujourd'hui les dindons de la farce.

C'est déjà le cas pour la section des journalistes de Force Ouvrière (la section R.T.F. est la plus importante de tout le syndicat national de cette centrale).

Dirigée par des syndicalistes très réformistes, la section F.O., pour conserver son importance, a dû faire alliance avec celle de la C.F.T.C. Aujourd'hui, l'alliance vient de s'étendre jusqu'au Syndicat National des Journalistes.

Il ne s'agit nullement d'une « radicalisation » de l'action syndicale dans un sens révolutionnaire, mais de réagir devant la création d'un quatrième syndicat : le Syndicat des Journalistes de Radio et de Télévision.

Cet organisme peut être qualifié de « Syndicat des mécontents ». Mais ce qui est assez symptomatique, c'est d'une part qu'il a drainé un grand nombre de journalistes qui, jusqu'à présent, se refusèrent à toute action syndicale, allant même jusqu'à combattre les formations existantes, et d'autre part qu'il a entraîné les inévitables mécontents et ceux qui poursuivent quelque obscure querelle de personnes. Enfin, c'est qu'il groupe, dans sa majorité, des gens dont les conceptions syndicales s'apparentent plus au corporatisme (Vichy pas mort !) qu'à une volonté révolutionnaire du monde du travail.

C'est essentiellement un syndicat « maison », sans aucune attache avec une quelconque centrale syndicale nationale, donc incapable de s'extraire de ses seuls objectifs corporatifs.

La direction de la R.T.F. se frotte les mains : un syndicat-maison, c'est un pion qui peut être facile à manœuvrer.

Mais le mécontentement n'est pas la raison essentielle qui a poussé à une telle scission. Certes, aucun des vieux syndicats de journalistes n'a osé prendre, depuis longtemps, à la R.T.F., des positions courageuses contre les mesures arrêtées par le régime et qui ont fait de l'information à la R.T.F. la risée — et le dégoût — du public. Aujourd'hui, pour avoir une information objective, il faut capter des postes étrangers. Ni les « déplacements » ou les « mises en place », ni l'affaire des « 121 », ni les mesures discriminatoires contre les musulmans (il y a un important

service d'émissions arabes), ni les « recommandations » restreignant l'objectivité de l'information n'ont provoqué réellement de protestations valables ni d'action suivie.

Cependant, nous sommes troublés de constater que la plupart des promoteurs du nouveau syndicat « maison » sont des membres de la S.F.I.O. Lorsqu'on sait que ce parti supporte — depuis près de dix ans — les lourdes responsabilités qui ont entraîné la faillite de la IV^e République, la prolongation et l'intensification des nombreux conflits dans lesquels la France s'est enlisée depuis la Libération, la création de cette V^e République, et qu'il a fallu attendre ces derniers mois pour qu'elle fasse acte d'opposition (assez formelle, d'ailleurs), on ne peut que se demander si cette tardive prise de conscience n'est pas simplement une manœuvre politique sur le front de la R.T.F.

Que des camarades de bonne foi se soient laissés abuser, cela est regrettable, certes, mais qu'ils deviennent, entre les mains des manœuvriers de la Cité Malesherbes des moyens pour redorer un blason bien terni, cela doit faire réfléchir.

Nous ne fléchissons certes pas que F.O. prendra demain l'attitude énergique qui s'impose pour préparer le régime de transition nécessaire. Mais nous avons la conviction, quant à nous, que c'est au sein des centrales syndicales nationales existantes qu'il faut lutter, car le régime que nous voulons ne sera pas celui qui sortira des colloques Pinay-Mollet-Faure, mais devra être un Front socialiste sans exclusive.

Or, le fractionnement du Front syndicaliste est un coin enfoncé par le capitalisme dans l'unité nécessaire des travailleurs.

L'épuration indispensable de la R.T.F. ne pourra être confiée qu'aux organisations syndicales nationales représentatives, seules capables d'entraîner une véritable prise de conscience de l'opinion publique.

Une telle scission aurait peut-être pu se défendre en 1958 lorsqu'il fallait dire oui ou non au nouveau régime issu de la conspiration. Ceux qui n'ont pas eu le courage de dire « non » ne peuvent, aujourd'hui, avoir l'autorité nécessaire pour donner des « leçons d'opposition ».

Bertrand RENAUDOT.

Communiqué

Le Secrétariat du Syndicat national des Journalistes Force Ouvrière, devant la recrudescence des attentats O.A.S. dirigés notamment contre des confrères, renouvelle ses protestations contre ces procédés criminels d'intimidation d'inspiration fasciste.

Considérant cependant ces protestations comme un moyen insuffisant, et devant la carence des pouvoirs publics, il décide de convoquer le Bureau national ainsi que les délégués des rédactions parisiennes pour les informer des dispositions prises sur le plan confédéral et pour coordonner les dispositions d'ordre pratique destinées à prévenir toute tentative de coup de force contre les entreprises de Presse, de Radio et de Télévision.

Pour mettre les sportifs au pas gouvernemental

L'O.S.S.U. cédant au chantage de M. Herzog s'est sabordé : l'A.S.S.U. qui devait naître de ses cendres n'est toujours pas constituée légalement. Si n'est donc changé ? La Commission Nationale des Sports du P.S.U. pense le contraire. Et si l'on se réfère aux événements en cours à l'Ecole Normale Supérieure d'Education Physique de Vincennes l'écorce bonhomme du pouvoir gaulliste ne doit tromper personne : le sport est menacé lui aussi par l'arbitraire.

« N » E faites pas d'histerie. Sinon le ministre fera le Sinole et vous, il vous enverra en province. » La déportation dans les régions sous-développées, un responsable de l'E.N.S.E.P. en a menacé les étudiants. Il faut croire que l'« argument » n'a guère porté. Lundi 22 et mardi 23 janvier, la totalité des élèves participaient à la grève des cours, à la grève de la faim. Mardi après-midi, des délégations de toutes les Ecoles Normales Supérieures, conclusion d'une journée de grève de solidarité, se rendaient auprès de leurs camarades : sept à huit cents jeunes manifestèrent alors tandis qu'une dizaine de cars de police bloquaient les entrées de l'E.N.S.E.P. Et pour la première fois, les « forces de l'ordre » qui, une fois de plus furent celles du désordre pénétrèrent dans un édifice scolaire.

A l'intérieur des piquets de grève, mis en place par un comité central (formé de membres élus en assemblée générale par tous les élèves) occupaient les lieux au nom de l'ensemble des élèves. Mais pourquoi ?

Pourquoi ?

Pourquoi cette action ? Au cours de la conférence de presse précédée par le Cartel des E.N.S., les délégués exposèrent les raisons de leur mouvement. Suite à un examen « bidon »,

dix élèves ont été exclus, en première année d'étude, de l'Ecole. Cinq l'ont été temporairement. Cinq définitivement et ce, avec l'approbation du conseil des professeurs. Consulté, le syndicat (S.N.E.P., affilié à la F.E.N.) a approuvé les décisions : pour lui le conseil des professeurs a tranché justement ! Par contre, la section de l'Ecole du même S.N.E.P. (dont les membres sont légalement affiliés à l'Union des Grandes Ecoles, ce qui explique la présence de celle-ci à la conférence de presse) a dénoncé nettement l'irrégularité des prétendus examens.

Sans entrer ici dans le détail de l'affaire on retiendra notamment que la plupart des exclus ont subi les épreuves qui devaient leur être fatales à la sauvette, sans qu'ils soient informés de leur caractère probatoire !

Solidarité

Venant après un durcissement de plus en plus marqué de la direction de l'E.N.S.E.P. cette affaire révèle une volonté concertée de mettre les étudiants au pas gouvernemental. Signalons en passant que parmi les cinq exclus définitivement se trouvent — par hasard ou — trois militants syndicaux ou politiques. Et qu'il fut question à plusieurs reprises de laisser les locaux de l'E.N.S.E.P. à la disposition de l'Institut National des Sports (I.N.S.), solution de prestige qui possédait en outre le mérite, transportant l'E.N.S.E.P. à Boulogne (Var) d'éloigner de Paris une « collectivité » d'étudiants « turbulente ».

Mardi dernier les délégations de l'E.N.S.E.P. se sont rendues dans les différentes Ecoles Normales afin d'y exposer le cas des exclus. L'Union des Grandes Ecoles a manifesté son étroite solidarité avec le mouvement : au cas où la réintégration ne serait pas obtenue elle concrétiserait son soutien.

Les retournements du S.N.E.P.

Les étudiants refusent de tendre la corde avec laquelle on veut les pendre. Dans l'affaire de l'O.S.S.U., l'attitude fluctuante prise par le Syndicat National des Professeurs d'Education Physique s'inscrit à l'opposé. La Commission Nationale « Activités Physiques et Sportives » (C.N.A.P.S.) du P.S.U. reprenant le détail du sabotage relève ceci : « L'Assemblée générale de l'O.S.S.U. du 1^{er} juillet 1961 avait repoussé les propositions de la Commission de réforme d'inspiration Herzog essentiellement pour ne pas permettre au Haut Commissaire de disposer de la moitié des sièges au C.A. (46 sur 92) et au bureau (10 sur 20). Elle s'était appuyée sur la nécessité de réalisation avant toute réforme des trois préalables, équipement-encadrement-horaires ». Finalement le S.N.E.P. abandonne tout préalable et accepte le pourcentage de sièges souhaité par Herzog.

D'après ses dirigeants mollettistes, il s'agirait presque d'une victoire : M. Herzog doit à présent « désigner des représentants fonctionnellement », c'est-à-dire parmi diverses catégories. Provoiseurs, Inspecteurs... comme si les très grandes possibilités de choix qu'il a dans ce domaine ne pouvaient lui permettre de désigner de toute manière des gens sûrs. Quant à la prétendue « plus large participation des usagers à la gestion » précise la C.N.A.P.S. c'est simplement un attrape-nigauds puisque M. Herzog a effectivement la moitié des sièges au conseil d'administration (42 sur 84), au bureau permanent (11 sur 22).

Le retournement du syndicat était-il justifié ? L'O.S.S.U. était-il de toutes manières condamné ? Voire. Le Haut Commissaire « était bien incapable de faire fonctionner avec l'opposition des enseignants son « établissement public » destiné à remplacer l'O.S.S.U. ». Le bluff a payé. Et l'on vit ces dirigeants syndicaux, qui, jusqu'à début septembre,

affirmaient des positions fermes, céder.

« Au sein de la F.E.N. les représentants des syndicats des Provoiseurs (M. Lamicq), des Inspecteurs Principaux (M. Truc) et des Inspecteurs de la Jeunesse et Sports (M. Forgue), tous dévoués à M. Herzog, firent pression pour que l'affaire s'arrange au mieux, pour le gouvernement. Simultanément bon nombre de secrétaires régionaux de l'O.S.S.U., certains âgés et inquiets des menaces administratives, de mutations lointaines, certains intéressés par le maintien de leurs indemnités spéciales, revenaient sur leurs positions et firent connaître leur désir de rester en place... »

Et maintenant ?

A présent et il l'a lui même annoncé devant le Parlement, M. Herzog a gagné. Sans gloire et sans risques, en douceur. Les techniciens sportifs continuent d'organiser les compétitions de l'A.S.S.U. comme ils le faisaient pour l'O.S.S.U. et M. Herzog et ses services n'interviennent guère. Pour le moment. Bref tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes diront les mollettistes.

La C.N.A.P.S. elle, est pessimiste : « Lors qu'ils surgissent les options décisives, orientation générale, relations internationales, prise de position à l'égard des problèmes de la jeunesse, relations avec d'autres organismes, chapeautages éventuels, ce jour-là, l'emporteront les 50 % de voix gouvernementales. Ce jour-là, apparaitra la véritable portée de ce qu'il faut nommer une capitulation. On mesurera du même coup qu'en l'O.S.S.U. et l'A.S.S.U. il n'y a pas seulement une lettre de différence mais une différence de nature. »

Les étudiants de l'E.N.S.E.P. indiquent le chemin à suivre, hors les grenouillages des directions sclérosées.

Emile COPFERMANN.

Le dialogue s'ouvrira-t-il à Decazeville ?

A l'heure où nous écrivons, les mineurs de Decazeville terminent leur sixième semaine de grève sur le tas et ils ont décidé de faire la grève de la faim. Combien de jours de grève faudra-t-il encore pour que prenne fin ce douloureux conflit ? Le gouvernement maintient toujours son exigence de reprise du travail avant l'ouverture d'une discussion qui devrait l'amener à faire certaines concessions aux mineurs. Cependant, les fédérations syndicales s'efforcent — en ordre dispersé d'ailleurs — d'établir un dialogue entre le gouvernement et les grévistes. y parviendront-elles, en dépit de l'intransigeance du pouvoir « qui ne recule pas » ?

préalable de la reprise du travail antérieure à toute discussion est inacceptable », mais des divergences se manifestent sur la tactique à employer pour obtenir satisfaction. L'unité qui existe au sein du comité intersyndical de grève ne se retrouve pas à l'échelon des fédérations, même si les revendications immédiates sont à peu près semblables. Ce n'est pas là un phénomène nouveau.

A la suite d'un entretien avec le directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, la fédération C.G.T. a estimé que « les mineurs ne pouvaient admettre ni discussion ni accords séparés les concernant et qu'il est in-

dispensable que le gouvernement et les Charbonnages poursuivent les discussions engagées avec toutes les fédérations et le comité intersyndical réunis ».

Les fédérations C.F.T.C. et F.O. multiplient naturellement les démarches auprès du ministre sans avoir obtenu jusqu'ici des satisfactions qui leur permettraient de lancer l'ordre de reprise du travail. La fédération C.F.T.C. a insisté pour que le ministre lui accorde l'audience qu'elle a sollicitée. Par ailleurs, elle a attaqué la C.G.T., lui reprochant « d'avoir saboté l'effort de solidarité en refusant d'organiser les collectes en com-

mun et en tentant de faire de ce devoir élémentaire une inadmissible opération de propagande dont les grévistes font les frais ».

De son côté, la fédération F.O. a regretté que « le gouvernement ait tardé à prendre contact avec la Haute autorité de la C.E.C.A., celle-ci étant résolue à financer certains programmes de reconversion ».

Le gouvernement se refusera sans doute à modifier le plan charbonnier prévoyant la fermeture de la mine souterraine de Decazeville en 1965. Par contre, il semble disposé à prendre certaines mesures en faveur des mineurs « reconvertis » : majoration de l'indemnité de préavis (six mois au lieu de trois, avec l'accord de la C.E.C.A.), certaines garanties en matière de salaires et de retraites, bourses accordées aux fils de mineurs, certains avantages pour ceux qui ont accédé à la propriété.

Mais ces mesures, indispensables, n'apporteront pas une solution à l'essentiel du problème. Ainsi que le déclarait Pierre Mendès-France à Decazeville : « Les Charbonnages devraient non seulement pouvoir, mais être dans l'obligation de créer des industries assurant l'emploi des mineurs risquant d'être privés de leur travail, et non se contenter de leur trouver du travail ailleurs, même avec garantie. »

Ainsi que l'a souligné le P.S.U. depuis le début de la crise, la question de fond est celle de l'implantation d'industries nouvelles dans le cadre d'un plan de développement régional.

Maurice COMBES.

Le billet de Jean Binot

NOUS, LES GUEUX !

« LES familles de l'aristocratie française ont droit à la protection de leur nom », a décidé la Cour d'appel. Je lis cela dans Le Figaro, journal des gens biens, et m'aperçois que j'aurais dû recopier l'information avec des majuscules.

C'est égal ! On se sent tout ragailardi à l'idée que des magistrats, par ces temps hideux, ont souci de protéger quelque chose — et d'abord l'essentiel : ces noms d'aristocrates dont le blason reproduit à l'or fin les hauts faits, pour mieux dérober à la vue des simples les cupidités, les bassesses, les rapines et parfois d'avantage. Primordial souci et combien actuel si l'on considère que le pouvoir est entre les mains d'aristocrates réels ou supposés... Vive la République et l'Aristocratie française !

C'est que le destin leur est cruel aussi : d'autres juges, et presque à la même heure, n'ont-ils pour pourvu d'un conseil judiciaire je ne sais quel grand d'Espagne, les nobles fils de ce noble seigneur ayant soutenu que leur noble père dilapidait au profit de sa dame une notable part de la noble galette du noble héritage — et nous voici rendus aux réalités nobles. Il est vrai qu'elles sont ici espagnoles.

Et nous, les gueux, dont le nom n'a point été protégé, pouvons-nous faire nôtre la riposte que l'auteur de Clochemerle place dans la bouche de son Barthélémy Piéchu apostrophant la baronne de Courtebiche : « Des ancêtres, madame la baronne, il faut croire que j'en ai puisque me voilà ! »

RECTIFICATIF

Nous avons fait, la semaine dernière, une petite erreur dans la légende du cliché de la page 12, « L'Afrique en mouvement ».

Pour la seconde grille, il fallait lire « Groupe de Brazzaville » et non « Groupe de Monrovia ». Celui-ci comprend — outre le « Groupe de Brazzaville » — le Togo, le Nigéria, le Libéria, la Sierra-Leone, l'Éthiopie, le Congo-Léopoldville, la Somalie et la Tunisie.

Des travailleurs italiens pour Renault

Le fait que la Régie Renault ait embauché des travailleurs italiens ne pouvait manquer de faire quelque bruit étant donné que cette entreprise avait licencié, en novembre 1960, environ 3.000 ouvriers (1.800 pour l'usine de Billancourt, 1.200 pour celles de Flins et du Mans). La baisse d'activité de la Régie qui avait motivé les licenciements n'était-elle donc pas durable ? Pourquoi ne pas avoir réembauché les travailleurs licenciés ? Pourquoi être allé chercher des Italiens et ne pas avoir fait appel à des Français originaires des régions « sous-développées » du pays ?

TOUT d'abord, il convient de souligner que la Régie Renault a retrouvé un rythme d'activité voisin de celui qu'elle connaissait avant la crise de 1960. A Billancourt, on travaille maintenant quarante-sept heures et demie à quarante-huit heures par semaine. La direction de la Régie parle de « reprendre l'offensive » et semble assez optimiste sur les débouchés offerts tant par le marché intérieur que par le marché international.

Devant cette situation, on a demandé aux ouvriers qui avaient été licenciés s'ils voulaient revenir à la Régie. Dans leur majorité, ils préfèrent conserver leur nouvel emploi. Parmi ceux qui se présentèrent pour être réembauchés, 80 % d'entre eux auraient été retenus par la Régie (selon le syndicat C.F.T.C.). Les autres s'entendirent répondre qu'il n'y avait pas pour le moment d'emplois à leur convenance. Les syndicats estiment que la direction a éliminé ainsi les éléments jugés « indésirables ». A Billancourt, 300 ouvriers environ ont été réintégrés.

La Régie a prospecté également la Bretagne et certains départements du Centre où pouvait se trouver de la main-d'œuvre disponible. Les can-

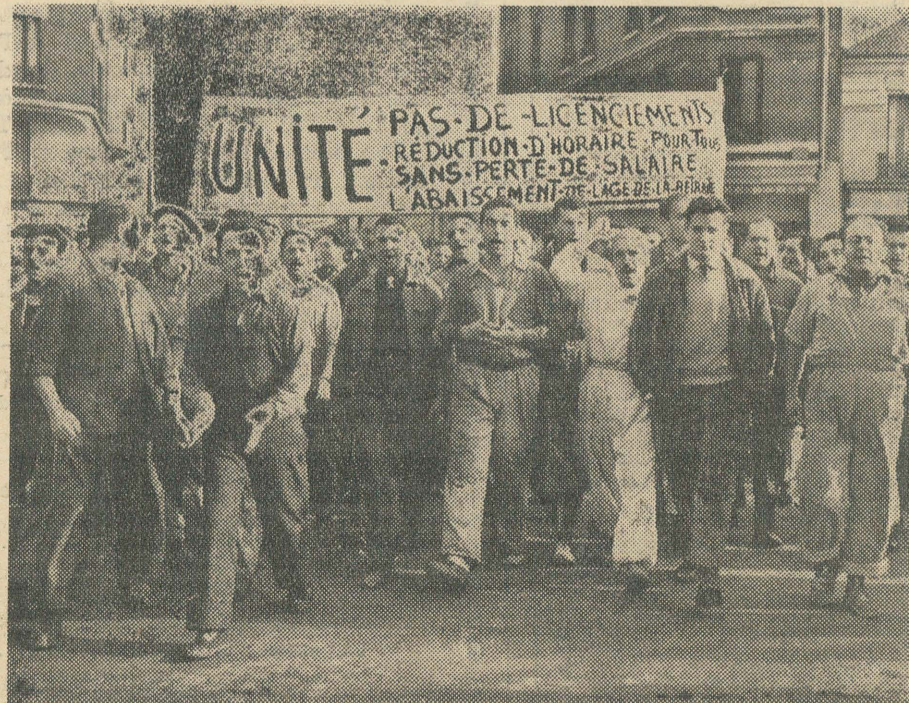
didats étaient soumis essentiellement à un examen médical. Leur qualification professionnelle n'entraîne pas en jeu puisqu'il s'agissait de recruter des O.S. (ouvriers spécialisés) dont la formation est assurée rapidement par la Régie.

Il y eut en fait peu de volontaires et l'on ne trouva guère que deux cents Bretons pour venir travailler dans la région parisienne. Un résultat aussi médiocre peut surprendre étant donné que les salaires des ouvriers non qualifiés se montent souvent dans les régions prospectées à 350 ou 400 NF par mois. Il y a tout d'abord les difficultés inhérentes au changement de région — même si le logement est assuré. A cet égard, Renault a trouvé facilement de la main-d'œuvre lorsqu'il s'est installé dans la Sarthe et la création à Rennes d'une importante usine Citroën (8.000 travailleurs prévus) ne pouvait concurrencer « l'opération main-d'œuvre bretonne » effectuée par la Régie. D'autre part, le fait que les contrats d'embauche aient été limités à six mois a pu faire hésiter un certain nombre de postulants éventuels — même si ces contrats étaient renouvelables.

C'est sur la base de contrats semblables qu'ont été recrutés les travailleurs italiens dont la plupart sont originaires des Abruzzes et n'avaient pas encore travaillé en usine. Les premiers sont arrivés à la Régie fin décembre et on prévoit que leur total atteindra un millier à la fin de février.

Renault pourvoit à leur logement et, compte tenu des indemnités de transports, la direction estime qu'un OoSo conserverait sur un salaire mensuel de 700 NF environ 500 NF. Toutefois, les syndicats font observer qu'une fois leur entretien personnel assuré, c'est une somme sensiblement inférieure que les travailleurs italiens pourront envoyer à leur famille.

M. C.



(Keystone.)

NOTRE camarade Pierre Mendès-France, venant de Toulouse, où il avait tenu un meeting couronné de succès, est allé à Decazeville. Il a tenu à la mairie de cette ville une conférence de presse sur le problème de la reconversion. Il a souligné « le rôle pilote » que devrait jouer l'Etat ou le secteur nationalisé. « C'est à eux qu'il appartient de relancer l'activité économique en créant des véritables pôles d'expansion. Cela devrait être l'un des objectifs du plan. Tout laisser reposer sur l'industrie privée, même aidée par les subventions, risque de conduire à des résultats insuffisants ou même à l'échec.

La situation actuelle du bassin de l'Aveyron démontre, alors qu'elle était prévisible, que rien n'a été préparé, rien n'a été fait en vue de cette échéance qui menace toute une région. Des problèmes de reconversion, de renaissance économique se posent dans d'autres régions, dans un grand nombre de secteurs économiques : chantiers navals, industrie textile, aviation. Au problème de l'emploi des travailleurs va s'ajouter l'arrivée, sur le marché du travail, d'un grand nombre de jeunes gens. Les adaptations nécessaires ne doivent pas se faire au détriment des travailleurs. »

Et Pierre Mendès-France a préconisé l'implantation d'usines nouvelles rattachées au secteur nationalisé et autour desquelles pourraient se grouper des industries privées, l'ensemble ayant un rapport étroit avec les besoins d'aménagement et tenant compte de la nécessité de créer des industries de transformation des produits locaux aussi près que possible des lieux de production.

« Illégal »

Le 26 janvier, à l'occasion de la journée de manifestation organisée dans dix-sept départements en solidarité avec les mineurs de Decazeville, ceux-ci sont sortis pour quelques heures, afin de participer au rassemblement qui a réuni cinquante mille personnes dans la cité minière. C'était la plus importante manifestation de masse qui avait lieu depuis le début de la grève.

Par contre, le mouvement de grève dans le département avait été moins suivi que celui du 9 janvier. La veille, des instructions transmises à la préfecture avaient déclaré ce mouvement « illégal », de même que le gouvernement avait précédemment qualifié d'illégal la grève avec occupation des lieux de travail faite par les mineurs. A noter cependant la fermeture des membres de l'enseignement primaire qui ont interrompu leur activité (à l'appel du S.N.I.).

Dans les Pyrénées-Orientales, les mineurs du Canigou (touchés par la fermeture d'Escoums) ont débrayé à 75 p. 100. Le mouvement a été très largement suivi également aux Forges de l'Adour, au Boucau (entreprise également menacée de fermeture). Quant aux mineurs du bassin d'Auvergne, ils ont répondu dans des proportions variables à l'ordre de grève lancé par la C.G.T.

Contacts

syndicats - gouvernement

Les fédérations syndicales de mineurs ont eu des contacts séparés avec des représentants du gouvernement. Toutes considèrent que « le

Des dates à retenir...

Maisons-Alfort

La section de Maisons-Alfort organise, avec Manuel Bridier,

le **VENDREDI 9 FEVRIER**,

à 21 heures, à la mairie de Maisons-Alfort (salle des commissions), une grande réunion sur le thème : « LES DIFFERENTS VISAGES DU FASCISME, SES CAUSES, SES CONSEQUENCES ».

Les sections voisines et les sympathisants sont cordialement invités.

Charente-Maritime

Jean Binot, membre du Bureau national, assurera les réunions suivantes :

ANGOULEME : le jeudi 22 février.

PONS : le vendredi 23 février.

SAINTEES : le samedi 24 février.

LA ROCHELLE : le lundi 26 février.

JONZAC : le mardi 27 février.

D'autre part, des réunions sont prévues à Gennezac et Royan.

La fédération de la Charente-Maritime annonce qu'à partir du 5 février, elle éditera un journal mensuel, « INFORMATIONS-P.S.U. ».

Les camarades intéressés doivent se mettre en rapport avec M. Gavard, intendant du lycée de Saintes. (C.C.P. Bordeaux 2550-10). Prix de l'abonnement : 1,50 NF.

L'Isle-Adam

La section du P.S.U. de L'Isle-Adam organise le

MARDI 20 FEVRIER

à 21 h., au cinéma « Le Sélect », rue Bergeret, une conférence d'information avec Edouard Depreux.

Juvisy

La fédération de Seine-et-Oise du Parti socialiste unifié organise le

SAMEDI 10 FEVRIER

à 21 heures, au café « Chez Alain », salle de la Petite-Vitesse (sortie Gare), à Juvisy, une réunion publique avec Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U.

C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e

(Entrée par la cour)

(Métro Reuilly-Diderot)

20 h. 30

● 13 février :

La déstalinisation en U.R.S.S. et dans la démocratie populaire (Y. Craipeau).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e

Métro Saint-Germain-des-Près

21 h.

● 5 février :

Le militarisme dans la société française (P. Naville).

● 7 février :

La fonction publique (G. Servet).

P. MENDES FRANCE à Rouen

Samedi 27 janvier, dimanche, lundi et mardi, Pierre Mendès-France a poursuivi à Rouen, les entretiens qu'il a en ce moment dans les principales villes de France sur sa proposition de gouvernement de transition capable de faire face au danger de guerre civile. A Rouen, cette semaine, comme la semaine passée, à Toulouse, et à Decazville, il a rencontré des représentants des milieux syndicaux, politiques, économiques et sociaux. A noter que si l'Union départementale de la C.G.T. n'a pas cru devoir accepter une rencontre, quatre syndicats C.G.T. de Seine-Maritime lui ont demandé audience. Dimanche soir, avait lieu une réunion avec l'ensemble des militants P.S.U. de la Fédération de Seine-Maritime. De nombreuses questions lui furent posées par les camarades de ce département.

Pierre Mendès-France devait d'abord expliquer pourquoi une formule dite d'union nationale ne pouvait apporter des résultats valables : « Ce gouvernement, dit-il en substance, rassemble des groupes très éloignés les uns des autres, incapables de s'entendre sur la plupart des problèmes et condamnés de ce fait à l'immobilisme. C'est toute l'histoire de la IV^e République... Avant de penser coalition, il faut penser à un programme concret sur lequel se regroupent les gens qui l'acceptent ».

A la question posée : « Quelle serait la limite des alliances ? », il répondit : « Il faudrait gouverner avec ceux qui acceptent ce programme, qu'ils se situent sur notre droite ou sur notre gauche ».

Il rappela ensuite les grandes lignes de ce gouvernement de transition qui se limiterait à régler les trois problèmes dont la non-résolution bloque toute la vie nationale, à savoir :

1^o La guerre d'Algérie ;

2^o Le risque de guerre civile et de fascisme ;

3^o La préparation d'institutions nationales vraiment démocratiques.

De l'avis de Pierre Mendès-France, dans la mesure où l'opinion publique sera suffisamment informée, il n'y aurait pas de vide politique en cas de disparition du régime actuel et tout danger de guerre civile se trouvera de ce fait écarté car les forces fascistes n'auront aucune chance de rencontrer dans le pays une véritable audience.

C'est pour contribuer à cette mobilisation de l'opinion qu'il a entrepris sa tournée à travers la France.

Le débat entre Pierre Mendès-France et la Fédération de Seine-Maritime devait porter principalement sur la question : le gouvernement de transition nous conduira-t-il vers le socialisme ?

Pierre Mendès-France le croit : « Car, dit-il, ce gouvernement suppose pour sa venue et pendant son expérience une mobilisation constante du peuple de ce pays. Il n'y a pas de cas dans l'histoire où de puissants mouvements populaires n'aient triomphé des féodalités qui tentent de lui barrer la route ».

M. C.

S.O.S. P.S.U. !

Pour qu'une détenue politique de La Roquette puisse travailler pour ses trois enfants et apprendre à coudre à ses compagnes, on demande une machine à coudre (à pédale et non électrique).

Ecrire à la commission de solidarité du P.S.U., 8, rue Henner, Paris, IX^e.

Bravo les jeunes !

SAMEDI dernier, minuit, au troisième d'un immeuble de Suresnes, la sonnette retentit toutes les cinq minutes : ce sont des camarades qui arrivent, répondant à un rendez-vous secret pour une action d'envergure ! Dans l'appartement trône une banderole de douze mètres de long sur quatre-vingts centimètres de large sur laquelle on peut lire en noir et rouge : « Tous contre l'O.A.S.-assassins », et signé J.S.U. à chaque extrémité.

Minuit et demi : on part chez une sympathisante qui nous pique à la machine l'ourlet nécessaire pour passer le fil de nylon qui tout à l'heure maintiendra le calicot à plus de quatre mètres au-dessus du sol. Pendant ce temps, deux camarades vont mesurer la hauteur des camions servant à monter le marché de l'avenue Edouard-Vaillant où nous avons décidé de placer la banderole : il ne faudrait pas qu'ils l'arrachent en passant...

Vers deux heures, répétition générale : on déploie la banderole dans la cage de l'escalier : quatre étages complets. A chaque palier, des copains s'affairent, effaçant des plis, démarrant le fil... Espérons que les voisins n'ont pas le sommeil léger...

Trois heures : tout est au point. Départ par petits groupes pour la place Jean-Jaurès. Là, la banderole est saisie horizontalement et c'est au pas de course qu'une dizaine de copains l'emportent à l'entrée de l'avenue Vaillant.

Dans chacun des deux arbres, des bras vigoureux saisissent les fils. Ça monte, ça marche ! En trois minutes, tout est fixé. Regroupement et retrait stratégique. Les gars du marché qui installent les tréteaux nous crient : « Bravo, les jeunes ! »

Maintenant, c'est la permanence de garde, un peu à l'écart. Les flics vont-ils venir ? Si à dix heures ils ne sont pas là, c'est gagné, mais il n'est que quatre heures et il fait froid... On continue à attendre !

Les heures passent, longues et moroses. Les premiers cafés ouvrent, on s'y restaure un peu. Conversations à l'intérieur : « Vous avez vu la banderole ? » « Y'a un journaliste qui photographie ! » Réconfort pour nous : on commence à « en » parler dans la ville !

Neuf heures et demie : car de police. Il s'arrête, regardé, que vont-ils faire ? Ils repartent. Déjà le marché s'anime, les têtes se lèvent.

Onze heures. Beaucoup de monde, maintenant : ménagères faisant leurs courses, badauds du dimanche matin, des jeunes cherchant une « boum » pour l'après-midi. Des camarades de la section P.S.U. nous félicitent, ils n'y croyaient pas tellement, mais la banderole est là qui s'incline au vent, dénonçant les tueurs de l'organisation fasciste.

Midi : distribution de tracts pour

maintenir l'ambiance. Photos-souvenir prises par un camarade du XII^e venu passer la nuit avec nous.

Treize heures : la banderole est toujours là, intacte. Des centaines de personnes l'ont lue, en parlent peut-être maintenant à table... Demain, on n'y pensera peut-être plus mais, aujourd'hui, les J.S.U. étaient présents.

Les J.S.U. de Suresnes.

JEUNESSE-ACTION

Mensuel des Jeunesses Socialistes Unifiées

a paru

Le numéro 0,50 NF.

Abonnement (10 n^{os}) .. 5 NF.

Abonnement de soutien

à partir de 7 NF.

Rédaction-Administration :

17, rue de Chaligny

PARIS (12^e)

Deux nouvelles sections P.S.U.

Dans les Pyrénées-Orientales...

Une nouvelle section vient d'être créée à Elne (Pyrénées-Orientales). Le secrétaire en est Henry Ribot, H.L.M. du Christ.

... et le Gers

A la suite d'une réunion avec Edouard Depreux, une nouvelle section a été fondée à Cazaubon (Gers). Dix-huit adhésions ont été données séance tenante. D'autres vont suivre.

Bravo à la fédération du Gers en plein essor, dont le magnifique congrès d'Auch, le 28 janvier, a montré la vitalité.

Vient de paraître

Le n^o 12 des « Cahiers du C.E.S. »

« L'Armée et l'Etat, en France » de Pierre NAVILLE

L'exemplaire 1,50 NF

Abonnement - 15 cours .. 15 NF

- 30 cours .. 29 NF

- 55 cours .. 53 NF

C.C.P. Tribune Socialiste 56-26-65 PARIS 54, Boulevard Garibaldi, Paris-XV^e

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Le P.S.U., riche en dévouement, d'anciens francs les années pré-est handicapé dans son essor, cédentes.

par son manque de moyens matériels. Ce n'est pas assez.

Il n'a aucune honte à dire publiquement que, refusant de frapper à certaines portes que d'autres connaissent bien, il a besoin de l'aide de ses amis, de ses sympathisants, des lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE.

Les plus aisés d'entre eux se doivent de s'imposer volontairement. Les plus modestes peuvent faire des collectes autour d'eux pour nous en envoyer le montant. Les versements mensuels nous ont procuré quelques millions

Dans les heures graves que nous vivons, faites un effort encore plus grand.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9^e (CCP 4435-35 Paris) votre première mensualité.

Pour le BUREAU NATIONAL :

Le Secrétaire,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

FICHES DE FORMATION

La fiche N^o 3 :

« LA V^e REPUBLIQUE »

a paru...

La fiche n^o 3 publiée par la Commission nationale de Formation traite de la V^e République. L'auteur de ce document se livre d'abord à un bref rappel historique sur les conditions et les causes de la faillite de la IV^e République. Puis il aborde les bases socio-économiques du régime gaulliste (tentative de conciliation entre le grand capital dynamique et les groupes sociaux anachroniques, tentative sur laquelle pèsent, d'un côté, les technocrates civils — publics et privés —, de l'autre l'appareil militaire). Ensuite, il analyse les institutions politiques. Il retrace enfin l'évolution du régime et met en valeur sa double nature (sociale et politique) : un pouvoir faible dans un régime fort.

Un instrument indispensable pour la compréhension et la conduite des luttes actuelles.

... ainsi que la fiche N^o 4 :

« LES CLASSES SOCIALES URBAINES »

Calderon au T.N.P.

L'Alcade de Zalamea

UN capitaine indigne doit-il être jugé par ses pairs du tribunal militaire ou, citoyen parmi les citoyens, son cas relève-t-il de la juridiction commune ?

Pedro Calderon de la Barca, grand dramaturge espagnol du Siècle d'Or espagnol pose, avec *L'Alcade de Zalamea*, cette question. Il y répond en des termes énergiques et, curieusement, sa pièce écrite voici trois siècles apparaît exemplaire aujourd'hui.

Un régiment d'élite

L'un des meilleurs régiments, le Tercio des Flandres s'arrête, en cours de marche, dans un modeste village, Zalamea. Il y prend repos. Le capitaine Don Alvaro de Ataide, fort méprisante pour les gens de basse extraction, même s'il s'agit de notables comme Pedro Crespo, convoite pourtant la fille de celui-ci qui le repousse. Avec l'aide de soldats à ses ordres, Don Alvaro l'enlèvera, la violera.

Pedro Crespo, certes partisan de l'ordre royal, ne peut souffrir cette atteinte à son honneur. Après avoir épuisé les voies légales qui permettraient de laver la souillure, et puisque, entre-temps, devenu alcade (c'est-à-dire dignitaire du pouvoir civil dans le village), il n'a pu convaincre l'officier d'une réparation nécessaire, il mène une enquête. Don Alvaro est condamné à mort.

Tout en reconnaissant la culpabilité de l'officier, l'armée, par la bouche d'un des responsables du régiment, se refuse à voir l'un des siens jugé par des civils. Le capitaine l'a d'ailleurs exprimé : « Qu'ai-je à voir avec la justice ordinaire ? » Et « Force sera à la justice de me renvoyer à mon conseil de guerre. Et là, si pé-

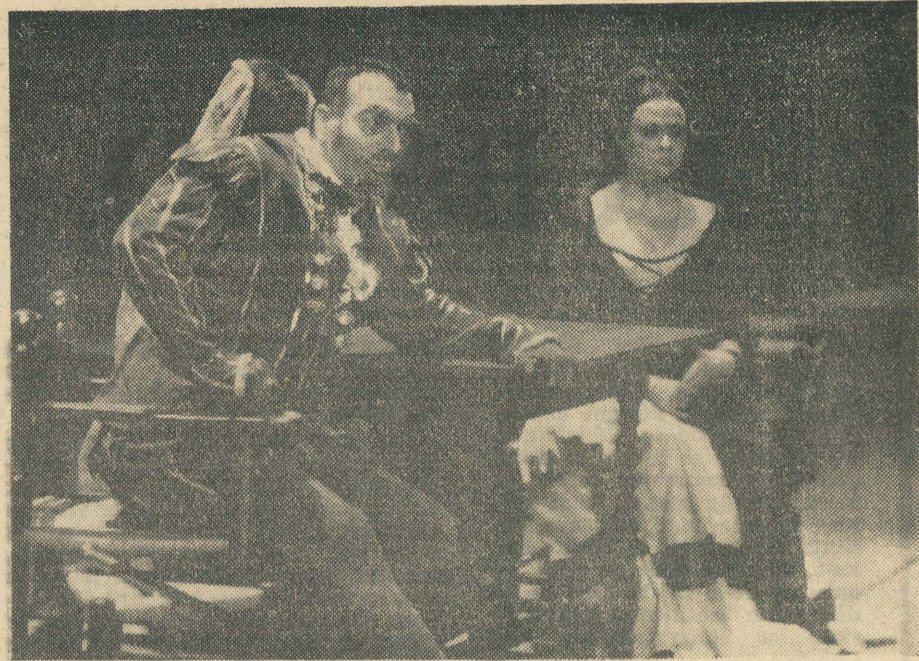
nible que soit cette affaire, je suis en sûreté. » L'alcade le sait. Il refuse. (« Vous usurpez une juridiction qui ne vous appartient pas », lui objectera un officier supérieur, ce à quoi Pedro Crespo répond : « Il a bien usurpé mon honneur qui n'était pas de sa juridiction. »)

Justice de caste ?

Les événements se tendent alors : l'armée est prête à mettre « l'illumination par tout le village ». A cet instant, le roi paraît. Il s'informe, reconnaît la valeur du jugement condamnant l'officier à mort. Mais il le réclame pourtant : « Vous n'avez pas autorité pour faire exécuter la sentence : ce droit appartient à un autre tribunal. Il statuera. Aussi remettez le prisonnier. »

Pedro Crespo, alcade de Zalamea, si pointilleux sur la question de son honneur, le remet enfin. Mais, auparavant, il a fait ce qu'il pensait devoir faire : c'est un cadavre qu'il rend. Le capitaine a subi le supplice du garrot, ainsi que la loi l'exigeait. Notre situation politique « étant ce qu'elle est », on rapprochera inévitablement l'attitude de ce paysan alcade, ôtant aux tribunaux militaires d'exception l'exclusivité d'une justice qui le concerne de celle des jurés lâches de Nîmes procédant à l'inverse. L'œuvre théâtrale indique la voie à suivre.

Chez Calderon, c'est un refus individuel, celui de Pedro Crespo, légitimé d'ailleurs par un acte l'atteignant individuellement, qui amène la remise en question de procédés juridiques en usage. Le village soutient l'alcade mais, pour le fond, la pièce n'exprime pas la conscience collective d'une indignité. Lorsque l'alcade décide de



(J.-L. Leloir)

Un retentissement immédiat.

faire justice, il a d'abord épuisé les moyens de conciliation : c'est un « légaliste », digne, qui comme notable décide. Les paysans, donc le peuple, apparaissent comme force d'appoint.

Un spectacle à voir

Arrêtons ici les tentations de la référence politique et regrettons peut-être au passage qu'aucune œuvre contemporaine n'ait su aborder aussi justement ces questions. Et venons-en au spectacle proprement dit. Ainsi qu'à l'accoutumée, le style T.N.P., Léon Gischia à l'appui, demeure fidèle à la composition colorée : les costumes, leurs teintes, ont une richesse peut-être trop marquée. Par contre et comparativement à Avignon, Jean Vilar a insisté sur les attitudes de la soldatesque. Charles Denner en

crapule veule et servile, le « carrié » qui mendie les menus avantages de la « profession » se détache d'une distribution dont les têtes restent Christiane Minazzoli et Jean Vilar (Pedro Crespo). La silhouette du capitaine semble, en regard, falote (J.-F. Rémi) surtout face aux attitudes variées du chef Julien Guiomar (Don Lope de Figueroa).

Spectacle à voir : le choix de *L'Alcade de Zalamea*, par un concours de circonstances indépendante de la volonté de Vilar, trouve un retentissement immédiat. Et certaines répliques claquent comme des gifles :

Le capitaine : « Quel honneur peut avoir un manant ? »

Juan (fils de Pedro Crespo) : « Le même que le vôtre ! S'il n'y avait pas de paysans, il n'y aurait pas de capitaines ! »

Emile COPFERMANN.

CINÉMA

L'ARNAQUEUR



Comme on filme un combat de boxe.

UN titre dont l'esotérisme même révèle à l'initié un monde d'aus-tère beauté, de déchéance, de vertige et d'argent : le jeu. Il s'agit, en l'occurrence, du billard à poches. Le film de Robert Rossen retrace l'histoire d'Eddie Felson — Rastignac du billard — qui, venu de Californie à Pittsburgh, désire affronter le champion Minnesota Fats. Très vite, avant même un générique d'une très grande

beauté, l'exposition nous donne la mesure du film : un arnaqueur est celui qui, feignant d'être un mauvais joueur, amène peu à peu son partenaire à miser de grosses sommes d'argent. Eddie (Paul Newman) « attrape » ainsi un premier joueur dans un café avant de rivaliser avec Minnesota Fats.

Puis c'est la rencontre tant attendue dans une salle de jeu qui, par l'office rituel des boules, des cannes de billard, des gestes, des visages, s'apparente à une cérémonie religieuse.

Voulant gagner à tout prix, Eddie, jeune fauve plein d'orgueil s'épuise et perd après vingt-cinq heures de jeu d'affilée les 18.000 dollars qu'il gagnait. Eddie est un perdant-né. La victoire du moment le grise et l'aveugle ; par ailleurs, le jeu de Newman avec son vernis « Actors' Studio » contribue à ne faire exister le personnage qu'à un niveau extérieur, sans aucune touche d'introspection.

L'art de Rossen est ici d'une efficacité surprenante. N'allant en rien

dans le sens de l'extériorité spectaculaire de Newman, le metteur en scène, grâce à un démarquage systématique, construit une loi dramatique aux multiples aboutissants :

Filmant les différentes séquences de jeu comme on filme un combat de boxe, le comportement des protagonistes se charge par là, progressivement, d'une densité humaine remarquable. Ici, une comparaison s'impose, c'est le Pickpocket de Bresson dont la satisfaction se manifeste par une ascèse gestuelle. L'Arnaqueur se propose aussi comme une forme de ballet : le corps de Minnesota, malgré sa corpulence, danse et voltige autour du billard, le montage confère au temps une fluidité qui le rend ténu, insaisissable parce que vécu, la beauté enfin, issue du travail des mains, des poignets, des bras, des mouvements d'oscillation est proprement incantatoire et les regards déterminent à eux seuls le rapport de deux plans.

Mais une différence s'impose. Pour Bresson, seule l'écriture compte ; Pour Rossen, l'acquis. En ce sens, la beauté de l'Arnaqueur est un épiphénomène de son efficacité. Le geste du Disco-boule de Myron est juste avant que d'être beau. Pour Bresson, c'est à partir de la beauté que l'essence du geste apparaît. Les deux auteurs en arrivent cependant à une même vision du monde. Tous deux constatent l'aliénation de l'homme par le vice. D'aucuns ont évoqué à propos de l'Arnaqueur l'enfer sartrien. Je pense plutôt à une réflexion sur la connaissance de soi par l'épreuve et le dépassement dans le vice. De Sartre, je retiendrai l'idée que le vice est une conduite d'échec et réduit l'homme qui s'y soumet de manière masochiste à un objet. (Il y a effectivement du masochisme dans l'échec d'Eddie qu'il justifie constamment par des prétextes). Le joueur se fait l'instrument objectif du vice dont profite une conscience pervertie (Gordon, par exemple) et les sommes d'argent engagées accusent encore cette régression au niveau de l'instrument.

Comme contrepoint à cette déchéance, Robert Rossen nous propose une déchéance qui puisse racheter Eddie ; ainsi Sonia dans « Crime et Châtiment » conduisit-elle Raskolnikov vers le salut. Dès la rencontre avec Sarah, émouvante épave alcoolique, infirme de surcroît, le combat

entre elle et le jeu devient évident. Il le sera tellement qu'elle en mourra, que Felson se fera casser les pouces pour avoir « arnaqué » de jeunes voyous, qu'il accepte comme manager Bert Gordon, ange du mal qui lui prendra les trois quarts de l'argent gagné. La mort de Sarah conduit Eddie au refus du jeu, mais il a fallu cette mort, le stade ultime de la transparence d'un être afin que cet être soit reconnu. « Continuer à jouer c'est nier qu'elle ait jamais vécu », déclare Eddie après le combat final et victorieux contre Minnesota.

Ainsi, la conclusion, par le potentiel de mort qu'elle contient, rejoint le générique qui fixait en « flashes » les attitudes des joueurs pétrifiés par l'immobilité de l'obsession. L'infirmité du vice que dénonce Sarah achemine les fanatiques à une mort lente, en tous cas à une sous-vie dont l'univers tabou est semblable à celui de l'homosexualité (Cf. la rencontre de Fingley et de Felson qui répond à celles du Pickpocket). Un magnétisme physiologique attire ceux qui se reconnaissent par leur affinité à un vice.

Et ce n'est pas le moindre mérite de ce film que de « donner à voir » dans sa justesse un monde dont la psychanalyse s'effectue par une phénoménologie des gestes et des signes.

Pierre UYTTERHOEVEN.

PANTHÉON
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Du 31 janvier au 6 février
**UNE FEMME
EST UNE FEMME**

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40
(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)
présente
pour une durée limitée
UNE FILLE A PARLÉ
Le film inédit de
A. WAJDA
réalisateur de KANAL
et de
CENDRES ET DIAMANT

CUBA NO, YANKEE SI ?

Le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Dantas, terminait son intervention. Brusquement, le délégué cubain le président de la République, M. Dorticos, se levait et allait chaleureusement lui serrer la main. Cela se passait jeudi dernier lors de la conférence des Etats américains à Punta-del-Este. Que signifiait ce geste, et qu'avait donc dit le chef de la délégation brésilienne pour mériter les congratulations des Cubains ?

Simplement : 1° que l'inégalité dans la distribution des richesses nationales ; 2° le bas niveau du revenu par tête d'habitant ; 3° l'intervention constante d'intérêts et de groupes économiques, nationaux et internationaux, étaient les raisons des difficultés actuelles des peuples américains.

PROBLEME des pays d'Amérique latine, certes. Mais aussi problème de l'ensemble des pays sous-développés. Cela permet de situer l'arrière-plan véritable de la discussion de cette conférence, pourtant essentiellement centrée sur le problème de l'attitude à observer vis-à-vis du régime de Fidel Castro. Mais le Brésil n'a pas pour autant soutenu la position cubaine car un élément particulier et très important se greffe aujourd'hui sur ce problème. C'est cet élément que cherche à exploiter l'administration démocrate de M. Kennedy et dont elle peut escompter obtenir quelque succès.

Un fait nouveau

Quel est-il ? Tout simplement, tout brutalement, l'entrée du monde soviétique dans le camp que l'on avait cru intouchable par la seule vertu de la doctrine Monroe : le camp américain.

Jusqu'à présent les dirigeants les plus conscients, les plus représentatifs de l'Amérique latine, tout en professant une certaine modération doublée d'une certaine fidélité à l'endroit des autorités de Washington, ne regardaient pas sans sympathie l'établissement, puis le développement, du nouveau régime cubain. Celui-ci représentait un effort, et aussi une solution possible à des problèmes qui sont communs à l'ensemble des pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Comme eux, Castro s'était heurté aux obstacles constitués par la domination économique des Etats-Unis, comme eux il avait cherché à faire sauter ces verrous, seule solution pour l'établissement d'un progrès plus rapide et mieux harmonisé, et à l'inverse d'eux, il semblait avoir pour la première fois rencontré quelque succès dans sa tentative. Certes, tous les aspects de la révolution cubaine ne leur plaisaient pas à un égal degré. Qui plus est, certains de ces aspects ne leur paraissaient pas adaptables à des pays à la population plus nombreuse et aux institutions et traditions politiques différentes. Mais d'une façon générale, l'aspect lutte contre les verrous conservateurs et rétrogrades, et les privilèges paralysants ne pouvaient que rencontrer leur entière sympathie.

Ils y étaient d'autant plus poussés que la révolution cubaine avait joué, et joue encore, un rôle catalyseur sur une importante fraction de la population de ces pays. Or, c'est essentiellement sur cette fraction que les gouvernements dynamiques des pays d'Amérique latine doivent s'appuyer s'ils veulent trouver les moyens nécessaires pour triompher des intérêts particuliers d'un certain nombre de lobbies et de couches conservatrices. Enfin, un élément de stratégie internationale poussait ces gouvernements à agir dans le même sens : la révolution cubaine mettant en échec les intérêts américains et menaçant de contaminer l'ensemble du continent, avait brusquement attiré l'attention des autorités de Washington sur l'existence d'un problème crucial dont on avait jusqu'à présent ignoré l'importance. De ce point de vue, l'avène-

ment du régime de Fidel Castro est le premier promoteur du programme d'alliance pour le progrès de l'administration démocrate.

Par conséquent, il était normal que les gouvernements des pays d'Amérique latine, particulièrement soucieux de voir leurs régions s'orienter vers les transformations nécessaires dans les domaines économique et politique, adoptent une position de bienveillance plus ou moins active à l'égard d'un régime qui avait contribué à leur ouvrir une voie possible. On pouvait même prévoir que cette évolution irait en s'accroissant dans le sens d'un relâchement toujours plus grand des liens avec les Etats-Unis et d'un rapprochement avec le régime cubain. Du moins, c'était ce que laissait augurer la création d'un régime socialiste dans le domaine réservé du Département d'Etat et, surtout, le retentissant

orienter différemment cette évolution ?

Des hypothèses

A Punta del Este, pour la première fois, et exclusivement par rapport à l'attitude à observer sur le seul cas cubain, l'unanimité s'est effectuée (à l'exclusion du représentant de Fidel Castro) sur un point particulier : l'incompatibilité entre le marxisme-léninisme et la conception des droits et des devoirs de la communauté américaine. Il semble, en effet, qu'en acceptant de s'aligner inconditionnellement sur la politique étrangère (et aussi intérieure au monde communiste) de l'Union soviétique, Fidel Castro ait commis, vis-à-vis du reste de l'Amérique latine, une grosse erreur. Il semble que ce faisant, il a ralenti, sinon

à présent l'évolution des pays latino-américains à l'égard de ce problème. Aussi risquées peuvent apparaître les tentatives d'explication des hypothèses que nous avançons plus haut. Il est toutefois permis de penser qu'il n'était pas nécessaire à Fidel Castro, pour obtenir l'aide communiste, de s'intégrer si totalement au bloc soviétique et d'aller jusqu'à intervenir dans ses discussions intérieures pour condamner, au nom de la juste ligne du marxisme-léninisme, les positions « erronées » des « camarades » albanais et autres antipartis.

Sur un autre plan, il est assez probable que, si les dirigeants des pays de l'Amérique latine ont ressenti dans leur ensemble un incontestable malaise devant l'attitude adoptée par le régime cubain, cela ne tient pas tellement à l'audience rencontrée par ce régime dans leurs propres pays. Il semble, au contraire, qu'à l'exception du Venezuela, cette audience se soit quelque peu affaiblie ces temps derniers. Nous pensons plutôt que la réserve exprimée par tous les membres de l'O.E.A. provient d'une raison différente. L'intégration de Cuba au bloc communiste a placé ces pays en face d'un choix infiniment plus terrible et plus difficile. Ce n'est plus entre un Cuba révolutionnaire et généreux et des Etats-Unis impérialistes qu'ils ont aujourd'hui à choisir, mais plutôt entre le monde occidental et le monde communiste. Aucun d'entre eux n'est aujourd'hui décidé, ni n'a la volonté de franchir le pas qui sépare ces deux mondes, et cela pour deux raisons essentielles :

1° une raison de tactique, qui peut sembler tenir à la conjoncture actuelle, mais paraît devoir garder sa valeur pendant quelque temps encore : face au monde communiste, Kennedy offre sur un plateau le programme alléchant et qui constitue un effort incontestable de « l'alliance pour le progrès » ;

2° une raison qui apparaît plus durable encore : pour des motifs économiques, géographiques, politiques et culturels, les Etats d'Amérique latine sont de fait intégrés au monde occidental et plus particulièrement au monde nord-américain. Nous voulons dire par là que leurs intérêts à court, moyen et long terme, se situent avant tout dans leurs relations avec les Etats-Unis et aussi, dans une certaine mesure, dans leurs relations avec l'Europe occidentale avec laquelle ils présentent de nombreux points communs, et où les réussites d'un marché commun commencent à susciter leur convoitise et leur intérêt.

Or, c'est un fait que dans la situation actuelle du continent américain et dans sa situation à l'intérieur du complexe international, la logique de la position cubaine conduit à une désintégration de l'Organisation des Etats américains. Or, cette organisation politique et économique de ces Etats, la rationalisation sur tous les plans de leurs relations réciproques, constituent l'un des objectifs communs de tous les Etats de l'Amérique latine. Très attirés par les efforts d'unification qui sont tentés un peu partout dans le monde, ils ont conscience de la nécessité de mettre en commun leurs ressources et leurs efforts et d'organiser leurs revendications vis-à-vis des Etats-Unis, en particulier. Ils savent que ces derniers sont actuellement seuls susceptibles de leur fournir une aide conséquente. Par conséquent, leur intérêt et leur situation vont à l'encontre de la logique de la politique du régime de Fidel Castro.

Prévoir la chute de l'influence américaine dans les pays d'Amérique latine nous paraît être une vision parfaitement irréaliste. Mais, d'un autre côté, il faut savoir compter, dans un certain délai, avec les répercussions des gros problèmes économiques et sociaux qui restent continuellement posés à ces pays et menacent leur équilibre interne. L'administration démocrate de M. Kennedy a relevé le défi lancé par Fidel Castro. A l'issue de cette conférence de Punta del Este, notre désir était simplement de prétendre que rien ne permettait aujourd'hui d'annoncer son échec.

Jacques TOLLIVIER.



LE PRESIDENT DORTICOS ET FIDEL CASTRO
Faire sauter les verrous.

(Keystone.)



Pour Cuba, l'enthousiasme de « l'homme de la rue ».

(Keystone.)

fiasco de la tentative d'invasion de février dernier.

Quelque chose est-il changé ? La conférence de l'Organisation des Etats américains, réunie à Punta del Este durant une semaine, ses débats et ses décisions n'apparaissent pas comme des succès pour la diplomatie castroïste. Si maigres soient-elles, les conséquences en apparaissent plutôt positives pour la diplomatie kennedyste. De ce point de vue, cette réunion va à l'encontre du mouvement qui avait été auparavant déclenché. Quel est l'élément qui est intervenu pour

arrêté, son influence sur les populations de ce continent. Il semble qu'il a suscité le recul et l'effroi des gouvernements de ces pays qui lui étaient jusqu'à présent les plus favorables. Il semble, enfin, qu'il a de ce fait perdu un peu de ses moyens de pression sur les gouvernements de ces pays. L'intégration du régime cubain dans le monde communiste risque peut-être de provoquer une rupture entre lui et le reste du continent américain.

Ce ne sont là que des hypothèses d'une plus ou moins grande probabilité, car il est difficile de prévoir dès